

Etudes menées sur le Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) au Bénin (2010-2012)

Effets directs, indirects et à long terme du CEF

Influence du profil des conseillers, des animateurs paysans, et du type d'organisation sur la mise en œuvre du CEF

Caractérisation des processus d'apprentissage dans le CEF au Bénin : étude des profils de proactivité et des processus de changements initiés par le CEF pour des producteurs participant au PADYP, leur exploitation et leur famille

Aurelle de Romémont, doctorat en science de gestion CIRAD (UMR Innovation)

Effets au niveau des exploitations, des familles et du village du Conseil à l'Exploitation Familiale : cas du Procoton à Djidja (Bénin)

Marine Rouchouse, stage CIRAD (UMR Innovation) et Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Toulouse

Evaluation des effets à long terme du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) : cas des anciens adhérents du PADSE au Bénin

Aminou AROUNA et Judicael MOUTANGOU (IREEP)

Diversité des représentations des conseillers et conséquences sur la mise en œuvre du conseil aux exploitations familiales au Bénin

Fortuné AMONSOU-BIAOU, stage de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou

Profils socioprofessionnels, représentations des animateurs-paysans et mise en œuvre du conseil à l'exploitation familiale au Bénin : Cas de la FUPRO/PADYP

Mori GOUROUBERA, stage de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou

Types d'organisation et mise en œuvre du conseil à l'exploitation familiale au Bénin

Xavier B. MOUZOUN, stage de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou

Ces études ont été financées par l'Agence Française de Développement et le CIRAD. Elles ont été supervisées par Guy FAURE (CIRAD, UMR Innovation), Nicolas Faysse (CIRAD, UMR G-EAU), Ismail MOUMOUNI (Université de Parakou) et Nasser BACO (Université de Parakou). Elles ont été facilitées par les professionnels du MAEP, du PADYP, du PROCOTON, de la FUPRO et de nombreux autres interlocuteurs rencontrés au fil des recherches.



L'objectif de ce document est de présenter les résultats des travaux de recherche portant sur (i) la caractérisation des effets du CEF sur les exploitations familiales au Bénin et sur (ii) les facteurs influençant la méthode de mise en œuvre du CEF

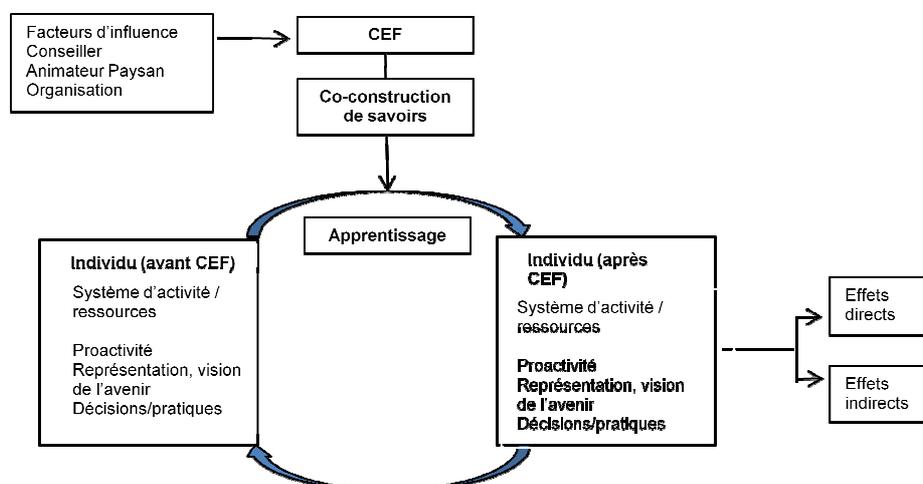
Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a fait du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) l'approche privilégiée de conseil agricole, depuis la formulation de la Stratégie Nationale du Conseil Agricole de 2008. De nombreux projets, réunissant des acteurs très divers du développement, travaillent sur cette approche, en perpétuelle adaptation. L'Agence Française de Développement, après 15 ans de financement du CEF dans différents pays d'Afrique francophone, a voulu initier un travail d'analyse approfondie des changements induits par le CEF, que ce soit pour les producteurs eux même, leurs exploitations et leurs familles, ainsi que leur environnement. Le projet de recherche mené par le CIRAD est conduit en partenariat avec le PADYP (Projet d'Appui aux Dynamiques Productives), et l'Université de Parakou. L'IREEP (Institut de Recherche Empirique en Economie Politique) est intervenu comme prestataire de service.

Ces travaux ont pour objectifs d'explorer la chaîne causale de l'impact (voir figure 1), incluant les facteurs influençant la mise en œuvre du CEF (principalement le type d'organisation, le profil des conseillers et des paysans animateurs). Il s'agit de comprendre les dynamiques de changement impulsées par le CEF au niveau des participants (les individus et leurs exploitations), des non participants (les membres de la famille, les voisins, les amis) et de l'environnement social des participants.

Le projet s'appuie sur plusieurs travaux :

- Une thèse CIRAD sur les processus d'apprentissage au sein des exploitations des adhérents du projet actuel (nouveaux adhérents). La thèse s'appuie principalement sur des enquêtes qualitatives permettant d'évaluer les apprentissages pour ces nouveaux adhérents en comparant les représentations des producteurs et les processus de prise de décisions stratégiques avant le début de la formation et après un an de conseil ;
- Des stages d'étudiants français ou béninois portant sur le conseil aux exploitations, visant à mieux caractériser les facteurs qui peuvent influencer les apprentissages (les modalités de mise en œuvre du conseil par les organisations, les modalités de mise en œuvre du conseil par les conseillers, et le rôle des paysans animateurs), et les effets indirects des apprentissages (au-delà de l'exploitation et du ménage de l'adhérent) ;
- Une enquête quantitative auprès de 300 anciens adhérents (du projet précédent, le PADSE) pour évaluer les acquis (connaissances, compétences) et les conséquences (processus de gestion, pratiques) liés à leur participation au CEF. Cette enquête a été menée par l'IREEP, et appuyée par le CIRAD. Des liens sont établis entre les questions posées dans le cadre de l'enquête qualitative et cette enquête. Cette étude, complémentaire à la thèse, doit permettre de fournir des éléments sur les impacts du CEF à long terme.

Figure 1 : Chaîne causale du CEF



Caractérisation des processus d'apprentissage dans le CEF au Bénin

Synthèse des résultats de la thèse en sciences de gestion réalisée de 2012 à 2012
Aurelle de ROMEMONT (CIRAD)

Le CEF (ou Conseil aux Exploitations Familiales) est une approche globale de conseil de gestion destiné aux exploitations agricoles familiales, développée principalement en Afrique de l'Ouest. Dans un contexte de réflexion sur les approches d'accompagnement de l'agriculture et de durabilité des changements produits par le conseil en général, il paraissait important de comprendre les changements induits par les processus d'apprentissage en cours dans le CEF de manière plus précise, notamment dans la première année. Cela permet de discuter les performances du CEF, de comprendre ce qui change chez les producteurs, à travers le CEF, dans leur manière d'appréhender leur situation et dans leur manière de gérer leur exploitation agricole pour arriver aux impacts.

1. Contexte

Les approches de développement rural ont largement évolué depuis les années 50, passant de paradigmes basés sur le transfert d'innovations et de techniques au renforcement de capacités et des acteurs (Ellis and Biggs 2001). Cette évolution a été parallèle à la reformulation progressive des priorités de développement vers des politiques d'éducation pour tous et d'actions favorisant le renforcement de compétences ou de « capacités » des acteurs, leur « empowerment » ou encore leur « capacitation », visant toujours leur plus grande autonomisation (UNESCO 1990). Le conseil agricole, technique et/ou de gestion, a suivi la même évolution, tant au niveau international qu'en Afrique de l'Ouest, passant d'approches de Training & Visit plutôt « top down » à des approches plus globales, favorisant le renforcement de capacités par des dispositifs plus participatifs, faisant intervenir les capacités de changement et d'innovation des producteurs, et redéfinissant les rôles des différents acteurs du conseil (Faure, Desjeux et al. 2011). On s'éloigne d'approches prônant une méthode universelle ou standard pour aller vers une pluralité de cadres à adapter aux contextes et aux situations (Haug 1999), ou vers le « best practices, best fit » (Birner, Davis et al. 2006).

Le conseil de gestion est au départ une approche plutôt française, basée sur le modèle des centres de gestion créés en France dans les années 50 dans un souci d'amélioration de la rentabilité des productions agricoles par le conseil de gestion, assez prescriptif et diffusionniste prônant un conseil axé au départ principalement sur la comptabilité, puis intégrant progressivement du conseil à l'« entreprise » agricole, axant le conseil sur « l'acteur, sa situation, sa réflexion » (Brossier, Chia et al. 1997).

A travers des initiatives de coopération d'agriculteurs français (AFDI), cette approche a été adaptée au contexte de certains pays en développement. A partir de 1980, au départ basé sur un objectif d'intensification des pratiques, des approches de conseil de gestion apparaissent en Afrique de l'Ouest financées par la coopération française (Sénégal, Mali, Burkina, Cameroun, Bénin, (Kleene 1995; Deniel 2007; Djondang and Havard 2010)). Ces approches et méthodes évoluent (Japiot and Gautier, 1998) pour arriver à une définition commune du CEF au séminaire de Bohicon en 2001. En résumé, l'approche de CEF se distingue des approches précédentes car, comme défini dans Bernard et al (2010) :

- le CEF est une démarche globale qui permet au producteur et sa famille d'analyser sa situation, de prévoir, de faire des choix, de suivre ses activités et d'évaluer ses résultats; il prend en compte les aspects techniques, économiques et sociaux de leurs activités.
- le CEF est un processus de renforcement des capacités des paysans et paysannes à maîtriser les différentes facettes de leur activité (production agricole et autres activités génératrices de revenus, organisation du travail, gestion des flux monétaires,...) afin d'atteindre leurs divers objectifs familiaux. Il s'agit de placer les familles rurales au centre de la fonction de conseil.
- le CEF repose sur des méthodes d'apprentissage (*incluant formation, échanges d'expériences, valorisation des savoirs paysans,...*) et d'aide à la décision (*outils divers : suivi technico-économique des productions, calcul de la marge brute, gestion de la trésorerie,...*) qui s'appuient peu ou prou sur la maîtrise du calcul et de l'écrit.

- les expériences de CEF s'insèrent dans des réalités paysannes : les producteurs engagés dans ces démarches font partie de réseaux d'échanges de techniques et de savoirs locaux, ils sont souvent membres, voire responsables, d'organisations paysannes
- les expériences de CEF visent à construire des dispositifs d'appui aux producteurs avec une participation forte des OP et une implication possible de nouveaux acteurs que sont les ONG ou les bureaux d'études. Elles cherchent à renforcer l'autonomie des producteurs et de leurs organisations par rapport aux autres acteurs.

Au Bénin, de manière similaire aux autres pays d'Afrique de l'Ouest, les approches de conseil comme le T&V sont adoptées dans les années 80, accompagnant la libéralisation du pays (Moumouni and Francis 2011). Puis différentes approches vont être développées par les ONG et projets intervenant avec le Ministère de l'Agriculture (Otchoun 2004), amenant à un travail important de capitalisation et d'harmonisation des approches pour arriver à la publication du livre blanc¹ puis à la stratégie nationale de 2008, définissant le CEF comme l'approche de conseil à privilégier au Bénin, en adaptant les outils et méthodes en fonction des contextes.

2. L'évaluation des changements induits par le conseil

Ces dernières années, de nombreux travaux portant sur l'évaluation de différentes approches de conseil ont été menées, portant principalement sur la mesure des impacts du conseil (augmentation de rendement, de revenu,...) des producteurs participants au conseil, par rapport à leur situation initiale, et par rapport à des producteurs non participants.

Les Farmer Field Schools (FFS) ont été particulièrement étudiées sous cet angle (Thiele, Nelson et al. 2001; Simpson and Owens 2002; Godtland, Sadoulet et al. 2004; van den Berg 2004; Braun, Higgins et al. 2006; Palis 2006; Braun and Duveskog 2008; Davis 2009; Davis, Nkonya et al. 2012).

Récemment, des évaluations portant sur des aspects d'apprentissage ont été réalisées, mesurant l'acquisition de connaissances des producteurs ou leur empowerment (Friis-Hansen and Duveskog 2012), ou la « transmission » à d'autres producteurs et la construction de capital social (Nathaniels 2005; Palis, Morin et al. 2005; Palis 2006; Witt, Pemsil et al. 2009). Ces évaluations portent surtout sur les résultats de l'apprentissage, mais pas forcément sur les processus en cours. Certaines études évoquent ces processus d'apprentissage et les expliquent, mais ne les caractérisent pas de manière précise (Duveskog, Friis-Hansen et al. 2011). Le CEF a été moins étudié, et surtout de manière qualitative, pour illustrer les changements en cours chez les adhérents, menant aux impacts (IRAM, Halley des Fontaines et al. 2006; Djondang and Havard 2010; Faure, Rebuffel et al. 2011).

L'évaluation des processus d'apprentissages dans le conseil est difficile car le conseil est un processus d'accompagnement, et comporte plusieurs dimensions. Au-delà de l'aide à la décision dont les effets peuvent s'observer sur des changements de pratiques agricoles, engendrant eux-mêmes de possibles modifications des niveaux de production et de revenus, le conseil inclut également une dimension formation dont les effets sont plus difficilement mesurables, modifiant la représentation qu'a le producteur de sa situation, lui permettant de mieux raisonner ses choix tactiques et stratégiques, pour ensuite arriver à des impacts plus visibles.

Le travail de recherche porte dans cette étude sur la caractérisation des processus d'apprentissage ayant lieu grâce au CEF, pour comprendre **comment le CEF amorce un processus de changement et d'apprentissage** faisant évoluer les représentations que les producteurs ont de leur situation, de leur marges de manœuvre, et de la manière d'agir et de faire face au changement dans cette situation.

3. La gestion des exploitations et les apprentissages : des courants théoriques complémentaires pour caractériser les changements induits par le CEF

La gestion de l'exploitation agricole

Le CEF porte sur la gestion de l'exploitation agricole, sur le mode de prise de décision des producteurs, sur l'anticipation et la prévision de leurs activités, de leurs besoins, et sur la connaissance de leurs marges de manœuvre.

¹ Livre Blanc sur le Conseil Agricole au Bénin, MAEP, 2007.

La gestion de l'exploitation agricole est d'abord définie dans les années 50 comme l'« art des combinaisons rentables », (Chombart de Lauwe, Poitevin et al. 1963), basée sur l'articulation rationnelle de moyens de production. Les approches développées sur la gestion des exploitations agricoles sont ensuite passées à un courant ayant une vision plus globale de l'ensemble de l'exploitation et des activités du ménage, établissant un lien fort exploitation agricole – famille (Brossier, Chia et al. 1997), analysant des séquences de réflexion, décision, action, évaluation, réorientation de l'action) pour analyser les performances des systèmes, pour appui à la prise de décision et à l'orientation stratégique des activités. Enfin, plus récemment, la recherche s'est orientée vers une vision plus réflexive de la gestion de l'exploitation agricole, utilisant notamment le terme de gestion stratégique ou de management stratégique (Hémidy 1991; Jeanneaux and Blasquie-Revol 2012), suivant la recomposition des activités des exploitations et le besoin renouvelé de compétences de la part des agriculteurs, notamment entrepreneuriales.

D'autres travaux ont plutôt exploré les aspects cognitifs du pilotage et de la gestion de l'exploitation agricole, que ce soit l'analyse des pratiques agricoles par l'approche cognitive (Cerf 1996), ou encore l'influence de la variabilité des profils des dirigeants sur la gestion de l'exploitation agricole (Lagarde 2006).

En science de gestion, des courants actuels traitant de la stratégie des entreprises étudient la réflexion stratégique, considérant la réflexion, la décision et l'action comme simultanés et récursifs, les outils de planification et de gestion étant des supports à ce niveau supérieur de réflexion. "La réflexion stratégique n'est pas antagoniste à la planification stratégique. Au contraire, elle s'en nourrit, la planification étant un outil d'analyse qui permet de formaliser les raisonnements et de développer un langage commun à tous les acteurs de l'organisation" (Torset 2005). Il est notamment précisé que ce qui est important ne sont pas les indicateurs et les outils, mais les changements de schémas mentaux qu'ils occasionnent, permettant le changement dans les pratiques, de manière créative et réflexive.

Le CEF a été conçu et réfléchi sur la base du conseil de gestion français, par lequel l'introduction d'outils de gestion et d'outils de planification, comme support de planification mais également comme support d'analyse conjointe avec le conseiller et de comparaison avec les autres producteurs, va aider à faire évoluer la vision que les producteurs ont de leur marges de manœuvre, et permettre d'anticiper et de prévoir, en systématisant un suivi des performances et des résultats à différents niveaux (tactique, stratégique, lien avec la famille,...).

Les processus d'apprentissage

Les changements induits par le CEF, au-delà de la gestion, peuvent être analysés comme des processus d'apprentissage ayant lieu dans des systèmes ou organisations, amenant les producteurs à (re)créer des savoirs, pratiques, compétences concernant leurs activités et la gestion de leur exploitation agricole. Les approches étudiant les apprentissages en organisation (Argyris 1995) peuvent permettre d'analyser ces changements, comme des changements de savoirs, de manière de prendre des décisions, d'agir en fonction de l'orientation des réflexions associées aux activités. L'apprentissage est alors vu comme un processus récursif et non séquentiel, permettant des changements (ou boucles d'apprentissage) plus ou moins profond, portant sur des éléments individuels et/ou organisationnels, modifiables plus ou moins facilement. Les éléments modifiables le plus facilement, les routines, vont évoluer dans des boucles « simples » d'apprentissage. La modification des valeurs, de la représentation que les producteurs ont de leur situation, ainsi que des règles de gestion associées à cette vision seront perçus comme des boucles « doubles » d'apprentissage.

La réflexion stratégique et la proactivité

En permettant de systématiser le suivi et l'évaluation par l'utilisation systématique d'outils de gestion et de nouveaux indicateurs (notamment par l'alphabétisation), le CEF permet une révélation des marges de manœuvre, analyse des règles de gestion et adaptation permanente, en favorisant la créativité. On peut donc analyser les apprentissages induits par le CEF comme l'évolution des processus de réflexion stratégique, induisant ou renforçant un apprentissage « réflexif » pour les producteurs, faisant évoluer leurs schémas mentaux, et leur vision de leur situation et de l'avenir. On cherche ici à caractériser les processus et les changements induits par le CEF, en essayant à illustrer la variabilité des apprentissages selon (1) les profils des producteurs, notamment selon leurs profils d'apprenants caractérisés par leur proactivité (vision de l'avenir et mise en œuvre de moyens et

d'actions pour atteindre cette vision) ; et selon (2) des facteurs externes, notamment le profil du conseiller.

4. Cadre d'analyse et méthodologie

Pour analyser les changements induits par le conseil, nous analysons les systèmes d'activités des producteurs, les représentations des producteurs et leurs décisions de gestion stratégique de l'exploitation agricole (assolement, trésorerie, main d'œuvre, intrants, investissements). L'analyse portera donc sur trois niveaux :

- Le système d'activité et les niveaux de ressources (caractérisés par cinq types de capitaux dont les producteurs disposent : le capital humain, le capital social, le capital financier, le capital naturel et le capital physique), qui permettront de voir ce que les producteurs **ont**. Cela permettra notamment de voir si la proactivité est liée à des niveaux de ressources ou des types de systèmes d'activités, et si ces systèmes d'activités ont une influence sur les apprentissages.
- Leur vision et représentation de l'avenir, du risque, du changement... Ces éléments vont permettre de caractériser les marges de manœuvre que les producteurs pensent avoir, leur attitude vis-à-vis du risque et du changement (s'ils ont un discours qui montre une préférence pour « agir sur » leur environnement ou s'ils « fort avec », (Lemery, Ingrand et al. 2005)), et donc avoir une idée de ce que les producteurs **sont**.
- Les actions qu'ils mettent en œuvre et la manière dont ils gèrent leur exploitation agricole (assolement, trésorerie, main d'œuvre, intrants, investissements). L'analyse de ces éléments permettra de voir ce que les producteurs font pour atteindre la vision et les objectifs qu'ils ont définis, comment ils planifient et adaptent leurs actions au fur et à mesure du temps. On aura donc une idée de ce qu'ils **font**.

Ces deux derniers éléments permettent, conjointement, de déterminer le profil de proactivité des producteurs. La proactivité est donc définie comme étant à la fois ce que les producteurs font et ce qu'ils sont : on cherche à définir une variable dynamique, ne permettant pas seulement de comprendre quelle attitude ou quelle propension au changement les acteurs ont, mais également ce qu'ils mettent en œuvre ou en action pour y arriver.

On peut donc définir 4 profils de proactivité selon ces deux axes :

	Pas mise en œuvre d'actions	Mise en œuvre d'actions
Pas de vision de l'avenir	Passif	Réactif
Vision de l'avenir	Imaginatif	Proactif

L'hypothèse que nous faisons ici est que la proactivité n'est pas directement liée au système d'activité et au niveau de ressources des producteurs, et que la proactivité sera un des éléments clé qui va (i) influencer les processus d'apprentissage, en catalysant les apprentissages (les personnes qui ont déjà des visions de l'avenir et de leur marges de manœuvre relativement précis, ainsi que ceux qui mettent en œuvre facilement des changements, vont catalyser les changements induits par le CEF), mais aussi (ii) être un résultat de ces apprentissages du CEF (en améliorant cette vision de l'avenir et en favorisant/déclenchant une mise en œuvre plus rapide de changements).

Pour comprendre ces changements, des analyses de trajectoires d'apprentissage auraient pu être réalisées, pour inclure ces éléments dans une dynamique plus longue. Mais l'idée ici, en caractérisant les profils d'apprenant par les profils de proactivité, est de saisir les premiers changements induits par le CEF, tout en gardant une certaine épaisseur historique en replaçant ces apprentissages dans une évolution plus longue, souvent évoquée par les producteurs.

Le travail de recherche présenté ici a été basé sur le dispositif du PADYP, projet de conseil à l'exploitation familiale du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche du Bénin, financé par l'Agence Française de Développement. Le PADYP a déployé des conseillers dans 75 communes, chacun mettant en place 7 à 9 groupes de conseil, selon 3 modalités : des groupes AL

d'alphabétisation couplée à du conseil de gestion, des groupes SE ou sans enregistrements (pour les producteurs non alphabétisés) et les groupes OG ou outils de gestion, pour les producteurs déjà alphabétisés (au moins en langue) qui peuvent utiliser des outils de suivi écrits.

L'analyse des changements a eu lieu sur un pas de temps d'un an, pour comprendre les premiers changements que le CEF induit dans les modes de gestion, avant d'amener à des impacts (changements sur revenus, santé, bien être,...).

Juste avant le début des activités du PADYP dans le Mono Couffo et l'Ouémé Plateau, 34 producteurs répartis dans 4 groupes, dans 4 zones différentes, ont été rencontrés pour des entretiens semi structurés portant sur leurs systèmes d'activités, leurs représentations de l'avenir, leur attitude face au changement et leurs modes de gestion de l'exploitation.

Malgré une complexité importante des systèmes d'activités des exploitations agricoles ouest africaines, en ayant notamment de multiples centres de décision (Brossier 2007), nous avons choisi d'analyser le discours d'individus, les adhérents participant au CEF.

2 de ces groupes étaient suivis par des conseillers expérimentés (expérience en CEF de projets précédents) à Houeyogbé (Mono Couffo) et Adjohoun (Ouémé Plateau), et deux autres étaient novices en CEF tout en ayant déjà des expériences d'animation préalables, à Lalo (Mono-Couffo) et Akro-Misséréti (Ouémé Plateau).

Un groupe est OG (outil de gestion) rassemblant des producteurs alphabétisés, les autres sont AL (alphabétisation fonctionnelle).

Tableau : Répartition des producteurs selon les zones, les groupes CEF et les passages successifs

Région	Commune	Expérience du conseiller	Groupes CEF	Nombre producteurs année 0	Nombre producteurs année 1
Mono Couffo	Houeyogbé	Expérimenté en CEF	AL	7	3
			SE	7	0
	Lalo	Novice	AL	5	4
Ouémé Plateau	Adjohoun	Expérimenté en CEF	AL	7	7
	Akro-Misséréti	Novice	OG	7	5

Le « type de conseil » mis en œuvre était donc différent selon le groupe, selon le niveau d'alphabétisation, mais également selon le type de conseiller (voir l'étude réalisée sur ce sujet), son profil et ses préférences, qui vont le mener à s'approprier le cahier des charges et la méthode de manière différente, en mettant en œuvre des activités différentes, en mettant en relation avec des acteurs plus ou moins nombreux et de profils différents, et en ayant une posture favorisant l'autonomie des producteurs dans leur démarche d'analyse de leur système.

Parmi ces 34 producteurs, 19 étaient encore présents un an après, ayant suivi l'ensemble des formations dispensées par les conseillers.

Adoptant une posture interprétativiste, on souhaite ici analyser le discours des acteurs, et leur réalité, telle qu'ils nous la décrivent, tout en recoupant cette analyse par leurs réponses sur un certain nombre de points sur leur mode de gestion de l'exploitation agricole, afin de voir de quelle manière leur représentation professée est en adéquation avec ce qu'ils font réellement.

On ne cherche pas ici à prouver un lien de causalité entre le CEF et des changements intervenus, mais de présenter la vision que les producteurs ont des premiers changements produits par le CEF, qu'ils attribuent au CEF, et d'essayer d'analyser cette vision par rapport au profil de proactivité de ces producteurs, par rapport à leur propension initiale au changement.

Les entretiens ont été traduits des langues locales, un seul traducteur ayant travaillé dans l'ensemble des zones, ce qui permet de limiter les biais de traduction, le sens des concepts étant censé être le même pour tous, dans les 4 langues.

5. Résultats

- **Les producteurs au départ : ce qu'ils ont, sont et ce qu'ils font**

Les producteurs rencontrés avant le début de la formation ont des systèmes d'activité et des niveaux de ressources différents. Il paraissait intéressant de caractériser ces systèmes, pour comprendre notamment si le profil de proactivité, qui servira à caractériser en partie les apprentissages est dépendant du système d'activité.

Les types de systèmes d'activités ont été définis à la fois sur la base des capitaux (ressources) dont les producteurs disposent, sur les capitaux humains, social, financier, naturel et physique, et sur le type de stratégie adoptée pour l'articulation des activités agricoles et non agricoles (activités non agricoles ponctuelles « opportunistes », diversification forte, spécialisation en agriculture, agriculture comme activité secondaire). Les producteurs du groupe 1 (et du groupe 5) sont des producteurs ayant peu de ressources, en situation fortement contrainte, ayant des activités complémentaires ponctuelles ; les producteurs du groupe 2 ont des niveaux de ressources plus élevés, avec une forte diversification des activités ; ceux du groupe 3 ont des niveaux de ressources encore plus importants et sont spécialisés en agriculture ; et ceux du groupe 4 ont des niveaux de ressources similaires au groupe 3, mais l'agriculture est une activité secondaire.

En croisant les systèmes d'activités (SA) et les niveaux de ressources avec les profils de proactivité (voir tableau 1, annexe 1), on peut voir qu'il existe certaines tendances entre les profils de proactivité et les types de SA (les passifs sont plutôt dans le groupe 1 et 5, les proactifs plus nombreux dans les groupes 3 et 4), mais on n'a pas un type de profil lié à un type de SA.

On peut donc en déduire que le profil de proactivité, la propension à avoir une vision de l'avenir et à mettre en œuvre cette vision n'est pas directement liée au type de SA et au niveau de ressource des producteurs.

- **Qui abandonne ?**

Entre le début du projet et la deuxième série d'enquêtes, après un an de formation, 19 producteurs de l'échantillon participaient encore aux formations de manière régulière, ce qui signifie que 23 producteurs avaient arrêtés.

Dans deux cas, les villages choisis étaient problématiques pour la mise en place de GFC (conflits, manque de leadership du responsable du groupe, manque de mobilisation générale des adhérents...). Les producteurs n'ont alors pas eu le choix de participer ou non, le conseiller ayant décidé de ne pas intervenir dans ces villages à la fin de la période de sensibilisation.

Quand les producteurs choisissent eux même de ne plus participer, les causes peuvent être diverses : manque de temps et de ressources car les producteurs sont fortement contraints en cas de coups durs et doivent allouer leur temps à trouver une source de revenu ponctuelle plutôt que de participer à la formation ; manque de motivation vis-à-vis de l'alphabétisation (trop vieux), vision du conseil comme étant une perte de temps par rapport aux activités ; abandon car pas de contrepartie financière dans le projet,...

Ces abandons ne sont pas forcément liés au profil de proactivité, tous les types de profils ayant arrêté parmi les arrêts « volontaires ».

Mais ces abandons peuvent aussi être vus comme une sélection indirecte des participants au CEF, qui va favoriser les agriculteurs ayant assez de moyens pour avoir du temps, et qui sont dans des dynamiques de changement pour améliorer leur situation.

Sans être lié à un profil ou à un type de SA de manière linéaire, on peut voir que les producteurs les plus contraints, plus vulnérables et donc opportunistes, auront plus de mal à participer au CEF, de même que les producteurs ayant des systèmes « rôdés », en situation de croisière, qui ne souhaiteront pas investir du temps et des efforts pour changer ce système établi.

Ces éléments d'analyse se retrouvent également chez les non adhérents (étude sur les effets indirects) ayant suivi les enseignements du CEF par un adhérent plutôt que directement.

D'après des discussions avec différents professionnels du CEF, ces taux d'abandons sont à prévoir dans la mise en place des groupes de conseil au départ, mais la rapidité de la mise en place des groupes, et la disponibilité du conseiller pour suivre de manière rapprochée les groupes en formation (six premiers mois) est décisive pour diminuer ce taux d'abandon, pour fidéliser les producteurs les plus réticents et ayant les difficultés les plus importantes à entrer dans un processus d'apprentissage long.

- **Les changements induits par le CEF**

Les changements attribués au CEF par les producteurs, après un an de formation (sans avoir complété une campagne agricole) portent sur différentes sphères : au niveau individuel/cognitif sur la prise de décision, la possibilité du changement ; sur la technique et/ou la gestion leur exploitation agricole ; sur leur famille et la gestion du budget familial ; et même parfois au delà dans leurs relations au sein du village (pour plus de détails, voir tableau 2, annexe 2).

Concernant les changements de proactivité, comme on postule qu'on ne peut pas différencier les changements portant sur les décisions des changements de pratiques/actions (on se base sur le discours des producteurs et sur leur vision du changement, pas sur des faits directement), on va donc caractériser ce qui évoque des changements de représentations/de valeurs des producteurs, et voir s'ils sont associés avec une rupture dans la manière de considérer les marges de manœuvre dont ils disposent.

De plus, les changements identifiés par les producteurs sont bien différents dans un même groupe de conseil : l'orientation par le conseiller vers certaines activités, ainsi que la fréquence ou la posture du conseiller, n'influencent pas totalement les types de changement : on observe tout de même une variabilité intra-groupe.

Les principaux résultats résumés sont :

- ⇒ Les producteurs passifs et proactifs ainsi que certains réactifs) peuvent changer certaines pratiques, mais ces changements de pratiques ne s'accompagnent généralement pas de changements de schémas mentaux. Ils mettent en œuvre des changements à la marge (pour voir ou pour optimiser leur système) généralement par l'introduction d'outils de gestion qui favorisent une plus grande précision et une meilleure connaissance du système, mais ils n'évoquent pas de rupture dans leur manière de voir leur situation, leurs marges de manœuvre, ou dans la manière de mettre en œuvre leurs actions.
Ces producteurs peuvent être dans des changements simples de routines, ou dans l'initiation de processus de changement (essai avant de décider) plutôt incrémental, sans bouleversement la première année.
- ⇒ Ceux qui sont imaginatifs contraints, ainsi que certains réactifs, vont changer de représentation : ils évoquent alors une rupture dans leur manière de percevoir leur situation. Des changements de schémas mentaux, de leur représentation de leur marge de manœuvre ont lieu, qui vont pouvoir les aider potentiellement à arriver à des niveaux de réflexion stratégique, en favorisant un apprentissage réflexif.
Ceux qui ont déjà une vision de l'avenir préalable au CEF précisent donc cette vision grâce au CEF, et identifient des moyens pour mettre en œuvre cette vision. Ce changement de vision peut potentiellement exister pour les autres profils, mais sûrement plus tard, car cela n'apparaît pas dans les changements évoqués par les producteurs la première année.
Ces producteurs ayant évoqué une rupture dans leur manière de voir leur situation vont donc vers plus de proactivité en ayant une vision plus précise de leur situation, leur permettant ensuite de potentiellement mettre en œuvre des actions dans ce sens. On retrouve donc la proactivité comme un catalyseur des apprentissages, et comme un résultat de ces processus.
- ⇒ Les types de changements évoqués et leur rapidité ne sont pas identiques pour les producteurs d'un même type de SA : les niveaux de ressources ne semblent pas jouer sur les apprentissages en cours et sur la rapidité des changements mis en œuvre.

⇒ Les facteurs d'influence individuels principaux influençant les dynamiques de changement semblent être le sexe et le niveau d'éducation.

Les personnes déjà éduquées mettent plus rapidement en place des changements, en ayant des outils de suivi disponibles tout de suite pour nourrir l'analyse réflexive du système.

Les femmes n'ayant pas eu accès à l'éducation changent très vite, et expliquent leur volonté de se servir du CEF comme « école » : cela leur permet de rapidement mettre en place des changements auxquels elles pensaient déjà. Ces femmes sont pour la plupart dans des profils d'imaginatives contraintes au départ, ayant de nombreuses idées mais manquant de vision précise de leurs marges de manœuvre et des moyens à leur disposition pour mettre en œuvre ces changements. Au niveau cognitif également, ces femmes prennent conscience de leur rôle possible dans le foyer, de la possibilité de participer aux décisions et aux dépenses de la famille, de prendre en charge certains postes de dépenses que leur mari refuse/se trouve en incapacité de financer.

Nous ne pouvons pas faire prédiction sur les potentiels changements ultérieurs, mais ces éléments de résultats ne présentent pas une situation stabilisée, ni même la mise en œuvre de changements, mais plutôt ce que le CEF a induit la première année.

6. Discussion

Sur les changements induits par le CEF, on peut voir que les apprentissages sont plutôt influencés par ce que les producteurs ont fait que ce qu'ils ont.

Ces premiers changements présentés ici peuvent permettre d'identifier les profils des producteurs proactifs pouvant, même s'ils changent plutôt à la marge, « tirer » les autres producteurs, être des exemples en mettant en œuvre les changements très rapidement, auxquels les producteurs plus réticents ou moins rapides pourront s'identifier. Cela pourrait permettre de renforcer certaines dynamiques de groupes en créant des synergies en basant la création des groupes de conseil non pas sur des types de SA ou sur des types de stratégies d'exploitation agricole mais sur des profils d'apprenants, en favorisant une diversité de ces profils.

Il serait également intéressant d'étudier de manière plus approfondie la suite des changements induits par le CEF et mis en œuvre par les producteurs, pour voir si les profils de proactivité ont également une influence sur la suite des dynamiques de changement, en alimentant cette dynamique, en étant à la fois un catalyseur et un résultat, mais également voir si certains facteurs ont une influence plus forte en début de trajectoire de changement ou plus tard.

Enfin, on n'observe pas encore d'apprentissage réflexif en tant que tel chez les producteurs. Ce qu'on observe ici sont plutôt des intentions de changement, des changements transitoires vers des modes de gestion plus « durables » dans le temps. On peut donc ici difficilement conclure sur ces éléments en termes de « durabilité » de ces changements. Mais on peut tout de même voir que le CEF, mené en utilisant des outils comme support à la création d'une vision globale, peut aider à évoluer vers plus de réflexivité, et peut provoquer des changements très rapides chez des producteurs pourtant non éduqués et très contraints. Un travail sur la suite des dynamiques de changement permettrait de voir si les producteurs atteignent ces niveaux de réflexion stratégique, ou si la majorité d'entre eux restent sur une vision plutôt utilitariste du CEF, en voyant les outils de gestion plutôt comme une fin en soi que comme un support de réflexion.

L'impact des profils des conseillers, des AP, des types d'organisations, et le types d'effets indirects que le CEF peut avoir au-delà des adhérents, est discuté dans les travaux suivants.

Références bibliographiques

- Argyris, C. (1995). *Savoir pour agir. Surmonter les obstacles à l'apprentissage organisationnel*. Paris, InterEditions.
- Bernard, T., J. Delarue, et al. (2010). *Proposition technique pour l'évaluation des impacts du Conseil à l'Exploitation Familiale au Bénin*. Paris, AFD-CIRAD: 37.
- Birner, R., K. Davis, et al. (2006). From "best practice" to "best fit": a framework for designing and analyzing pluralistic agricultural advisory services worldwide. DSGD discussion papers, International Food Policy Research Institute (IFPRI): 37.
- Braun, A. and D. Duveskog (2008). *The Farmer Field School Approach – History, Global Assessment and Success Stories*. Background Paper for the IFAD Rural Poverty Report 2011. Rome, IFAD.
- Braun, A., J. Higgins, et al. (2006). A global survey and review of Farmer Field School Experiences. Wageningen, International Livestock Research Institute: 91.
- Brossier, J. (2007). *L'exploitation agricole familiale en Afrique : définitions et apports théoriques. Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Enjeux, caractéristiques et éléments de gestion*. Quae. Versailles: p69-118.
- Brossier, J., E. Chia, et al. (1997). *Gestion de l'exploitation agricole familiale : éléments théoriques et méthodologiques*. Dijon, ENESAD-CNERTA.
- Cerf, M. (1996). "Approches cognitives des pratiques agricoles : intérêts et limites pour les agronomes." *Natures Sciences Sociétés* 4(4): 327-339.
- Chombart de Lauwe, J., J. Poitevin, et al. (1963). *Nouvelle gestion des exploitations agricoles*. Paris, Dunod.
- Davis, K. (2009). *Review of Farmer Field Schools Literature Worldwide*, International Food Policy Research Institute (IFPRI): 9.
- Davis, K., E. Nkonya, et al. (2012). "Impact of Farmer Field Schools on Agricultural Productivity and Poverty in East Africa." *World Development* 40(2): 402-413.
- Deniel, E. (2007). *Réflexions sur le conseil agricole au Bénin. De la vulgarisation au conseil agricole : une volonté affichée mais un passage difficile sur le terrain*. Services agricoles. G. d. t. thématique and I.-r. D. rural. Paris, Inter Réseaux.
- Djondang, K. and M. Havard (2010). "De l'encadrement au conseil aux exploitations agricoles familiales: une évolution indispensable pour les zones cotonnières du Tchad et du Cameroun." *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 31(1-2): 77-89.
- Duveskog, D., E. Friis-Hansen, et al. (2011). "Farmer Field Schools in Rural Kenya : A Transformative Learning Experience." *Journal of Development Studies* 47(10): 1529-1544.
- Ellis, F. and S. Biggs (2001). "Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s." *Development Policy Review* 19(4): 437-448.
- Faure, G., Y. Desjeux, et al. (2011). "Revue bibliographique sur les recherches menées dans le monde sur le conseil en agriculture." *Cahiers Agricultures* 20(327-42.).
- Faure, G., P. Rebuffel, et al. (2011). "Systemic evaluation of advisory services to family farms in West Africa." *Journal of Agricultural Education and Extension* 17(4): 325-339.
- Friis-Hansen, E. and D. Duveskog (2012). "The Empowerment Route to Well-being: An Analysis of Farmer Field Schools in East Africa." *World Development* 40(2): 414-427.
- Godtland, E. M., E. Sadoulet, et al. (2004). *The Impact of Farmer-Field-Schools on Knowledge and Productivity: A Study of Potato Farmers in the Peruvian Andes*.
- Haug, R. (1999). "Some leading issues in international agricultural extension, a literature review." *The Journal of Agricultural Education and Extension* 5(4): 263-274.
- Hémidy, L. (1991). "Instruments et pratiques de gestion des agriculteurs." *Economie rurale*: 93-96.
- IRAM, D. Halley des Fontaines, et al. (2006). *Etude de définition d'indicateurs pour la mesure d'impacts du Conseil à l'Exploitation Familiale*, IRAM: 120.
- Jeanneaux, P. and H. Blasquie-Revol (2012). "La gestion des exploitations agricoles : un état des lieux de la recherche en France." *Gérer et Comprendre - Annales des Mines* 107: 12.
- Kleene, P. (1995). *Le conseil de gestion comme méthode de vulgarisation agricole : Aperçu général et application dans l'Ouest du Burkina Faso*. C. S.-d. d. travail. Montpellier, CIRAD.
- Lagarde, V. (2006). "Le profil du dirigeant comme variable explicative des choix de diversification en agriculture." *La Revue des Sciences de Gestion* 220-221(4-5): 31-41.
- Lemery, B., S. Ingrand, et al. (2005). "Agir en situation d'incertitude : le cas des éleveurs de bovins allaitants." *Économie rurale [En ligne]* 288.

- Moumouni, I. M. and J. Francis (2011). *Agricultural Advisory Services in Bénin : Footprints, Pathways and Perspectives*. International Conference on Innovations in Extension and Advisory Services: Linking Knowledge to Policy and Action for Food and Livelihoods. CTA. Nairobi, Kenya, CTA.
- Nathaniels, N. Q. R. (2005). *Cowpea, Farmer Field Schools and Farmer-to-farmer extension : a Benin case study Network Paper AgREN*. DFID, Agricultural Research & Extension Network - AgREN. No. 148.
- Otchoun, B. (2004). *Etude de la situation et de l'évolution des systèmes de vulgarisation et d'animation forestière en Afrique sahélienne*. FAO. Rome, FAO: 194.
- Palis, F. (2006). "The role of culture in farmer learning and technology adoption: A case study of farmer field schools among rice farmers in central Luzon, Philippines." *Agriculture and Human Values* 23(4): 491-500.
- Palis, F. G., S. Morin, et al. (2005). "Social capital and geography of learning: Roles in accelerating the spread of integrated pest management." *The Journal of Agricultural Education and Extension* 11(1-4): 27-37.
- Simpson, B. M. and M. Owens (2002). *Farmer Field Schools and the Future of Agricultural Extension in Africa*. Association for International Agricultural and Extension Education Annual Conference, Durban, South Africa.
- Thiele, G., R. Nelson, et al. (2001). *Participatory research and training: Ten lessons from the Farmer Field Schools (FFS) in the Andes*. Currents. Uppsala. 27.
- Torset, C. (2005). *La réflexion stratégique : outil du management stratégique? XIVème conférence internationale de management stratégique*. Angers, France, AIMS.
- UNESCO (1990). *Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous - Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs de base*. UNESCO. Jomtien, Thaïlande, UNESCO.
- van den Berg, H. (2004). *IPM Farmer Field Schools: a synthesis of 25 impact evaluations*, Wageningen University: 53.
- Witt, R., D. E. Pemsler, et al. (2009). "The Farmer Field School in Senegal: Does Training Intensity Affect Diffusion of Information?" *Journal of International Agricultural and Extension Education* 15(2).

Annexe 1 : Résultats du croisement entre type de SA et profil de proactivité, et niveaux de planification

Croisement entre le type de SA, les niveaux de ressources de différents capitaux et le profil de proactivité

N°	Nom	Source principale de revenu	SA	Proactivité	Profil proactivité	Groupe CEF	Sexe	Nbre dépendants	MO fam	MO sal perm	MO sal temp	Surf cult	Surf cult/dpdt	Loc	%loc	Nbre perm fam	Nbre cult	Nbre types élevage	Nbre prod transfo	Activités extra agricoles
15	Amoussou	Agriculture	1	N	-	SE	F	6	O	N	O	12	0,20	0,6	50	1	5	2	1	N
18	Gbetohou	Agriculture	1	O	-	SE	F	8	O (seule)	N	O	15	0,19	0	0	1	7	2	2	O
24	Anani	Agriculture	1	N	-	AL	H	4	O	N	N	108	0,27	0,6	56	2	4	0	1	O
25	Evekpon	Agriculture	1	N	Passif	AL	F	3	O	N	O	0,8	0,27	0,8	100	2	7	2	1	O
27	Agossa	Agriculture	1	N	Passif	AL	F	9	O	N	O	0,8	0,09	0,8	100	1	3	2	1	O
4	Azanou	Agriculture	2	N	Imaginatif	AL	H	10	O	N	O	4,32	0,43	2,44	56	1	9	1	2	N
20	Houlognou	Agriculture	2	O	-	SE	H	16	O	N	O	5	0,31	1,5	30	2	8	5,5	1	N
21	Agbeti F	Agriculture	2	N	-	SE	H	13	O	N	O	3,5	0,27	1	29	1	8	2	1	N
22	Sossou	Agriculture	2	O	Proactif	AL	F	13	O	O	N	5,12	0,39	4	78	2	10	4	3	N
23	Dossa	Agriculture	2	N	-	AL	F	17	O	O	N	7,02	0,41	5,52	79	1	9	3	4	O
30	Sossa	Agriculture	2	N	Réactif	AL	F	7	O	N	O	2,25	0,32	1	44	1	5	2	2	O
31	Boyou Kokou	Agriculture	2	N	-	AL	H	14	O	N	O	2,44	0,17	0	0	1	7	2	1	N
32	Mehoumin	Agriculture	2	N	Imaginatif	AL	F	12	O	N	O	124	0,10	0,88	71	1	10	3	2	O
33	Komanbou	Agriculture	2	N	-	AL	H	21	O	N	O	4,4	0,21	0,24	5	1	10	3	2	N
34	N'Sougan	Agriculture	2	O	Proactif	AL	H	8	O	O	O	4	0,50	3	75	2	8	2	3	O
1	Avossé	Agriculture	3	O	Proactif	AL	H	11	O	N	O	4,5	0,41	0	0	1	6	3	1	O
2	Dossou	Agriculture	3	O	Imaginatif	AL	F	6	O	N	O	5	0,83	3,5	70	1	4	1	2	O
3	Ahoton E	Agriculture	3	O	Proactif	AL	H	13	O	O	O	6,5	0,50	0	0	4	7	5	1	O
7	Houessou	Agriculture	3	N	Réactif	AL	H	11	O	N	O	10	0,91	0	0	1	6	3	2	O
8	Gouton	Agriculture	3	O	Proactif	OG	H	18	O	N	O	16	0,89	2	13	1	6	2	1	N
9	Kindjinou	Agriculture	3	N	Réactif	OG	H	17	O	O	O	8	0,47	8	100	3	6	1	2	N
13	Kponou	Agriculture	3	O	-	AL	H	24	O	N	O	15	0,63	0	0	3	9	4	1	N
16	Houngbo	Agriculture	3	N	-	SE	H	13	O	N	O	7,58	0,58	2,5	33	1	10	3	1	N
5	Dah-Bolinon	Retraité	4	N	Réactif	AL	H	2	O	N	O	7	3,50	0	0	1	1	1	1	O
10	Houkankrin	Chauffeur	4	O	Proactif	OG	H	14	O	N	O	4,5	0,32	0	0	1	6	2	3	O
11	Akotecnon	Couturier	4	N	Réactif	OG	H	22	O	O	O	12	0,55	0	0	5	6	3	3	O
14	Owotan	Maçon	4	O	Proactif	OG	H	9	O	N	O	3	0,33	3	100	1	4	3	1	O
19	Djaguidi	Plombier	4	O	-	SE	H	16	O	N	O	3,05	0,19	1,5	49	1	7	2	1	O
28	André	Zem	4	O	-	AL	H	12	O	N	O	1	0,08	1	100	2	4	3	1	O
29	Andavo	Maçon	4	N	Réactif	AL	H	20	O	N	O	4	0,20	0	0	1	6	4	0	O
6	Ahoton O	Transformation	5	N	Passif	AL	F	7	O	N	O	0	0,00	0	-	1	0	0	2	O
12	Kounou	Transformation	5	O	-	AL	F	9	O	N	O	1	0,11	0	0	1	3	2	3	N
17	Hounpounou	Transformation	5	O	-	SE	F	7	O (seule)	N	O	168	0,24	1,2	71	1	11	2	2	O
26	Kossiba	Transformation	5	N	-	AL	F	6	O	N	O	2	0,33	2	100	1	6	2	1	N

Annexe 2 : Résultats des apprentissages par le CEF

Proactivité	Vision au départ	MDM perçues et mise en action au départ	Evolution proactivité avec CEF	Nbre	Éducation/formation	Type CEF	Evolution attitude changement	Sphères changement	Rupture/continuité
Passif	Pas de vision anticipée	Pas de MDM perçues /mise en action	Changements de pratiques, mais pas changement de vision ou de MDM perçues, attendent de voir résultats	3 (gpe 1)	Ni école ni formations	3 AL	Chgt tjs externe, mais chgt est possible	TK, famille; très peu sur activités ou EA	Continuité car pas de changement forts avec mode de fonctionnement précédent
Imaginatif contraint	Vision anticipée	Pas de MDM perçues / mise en action	CEF aide à révéler des MDM et moyens pour arriver aux objectifs visés, et aide à préciser la vision = vont vers proactivité	3 (gpe 2 et 3)	Pas ou très peu école, pas de formations	3 AL	Source de chgt externe à plutôt interne : nouvelle vision du pouvoir qu'ils ont sur le chgt	TK, famille, gestion EA, collectif, ...	Plutôt continuité en essayant de dégager moyens pour atteindre vision déjà existante, parfois rupture sur manière de considérer marges de manœuvre
Réactif	Pas de vision anticipée	MDM perçues / mise en action de changement	Pas forcément changement de vision : précise les MDM perçues et intention de changement sur l'avenir, mais temps court pour formuler vision. Plutôt application outils de gestion	3 (gpe 3 et 4)	Pas école ou école CM2, peu ou pas de formations	3 AL	Tous avec source de chgt externe au départ. Peu de changement sur ce point	Variables entre TK, gestion et dépenses famille	Continuité, approfondissent mais pas gros changements ou progressifs (incrémentaux)
			Changement de vision important, même si pas encore abouti : plus de visibilité sur ce que veulent faire, révélation de MDM aide à préciser vision et comment mieux mobiliser leurs MDM	3 (gpe 2, 3 et 4)	Ecole CE2 à CM2, formations agricoles ponctuelles	2 OG, 1AL	Tous avec source de chgt externe au départ. Plus de conscience que le chgt peut venir d'eux même, (même si pas encore interne)	Toutes les sphères pour 2, gestion EA et famille pour 1	Plutôt rupture, notamment sur vision des activités et rôle dans changement
Proactif	Vision anticipée	MDM perçues / mise en action de chgt	Optimisation du système, « précise les contours », introduction d'outils de gestion permet de mieux connaître MDM et de préciser objectifs (intensité de chgt différente selon situation départ)	2 (groupe 2)	Pas école, AB°; peu de formations agricoles	2 AL	Source de changement interne pour 1, besoin d'appuis évoqué pour l'autre	Surtout TK, gestion EA et famille	Plutôt continuité, même si rupture dans activités pour 1
				5 (groupe 3 et 4)	Ecole de 6ème à terminale, formations agricoles ponctuelles +++	2 AL, 3 OG	Source de changement très interne pour tous	Toutes les sphères	Continuité forte dans activités, "les renforce" dans ce que faisaient

Effets au niveau des exploitations, des familles et du village du Conseil à l'Exploitation Familiale : cas du Procoton à Djidja (Bénin)

Marine ROUCHOUSE, Nicolas FAYSSE (CIRAD)

1. Contexte et objectif

A l'instar des Ecoles Paysannes, les programmes de Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) visent à développer les capacités d'analyses de groupes d'agriculteurs. L'évaluation des effets de ces programmes peut porter sur les apprentissages des participants ; elle peut aussi porter sur les effets sur les non-participants au sein des villages où interviennent ces programmes. L'étude a porté sur ce deuxième point et a analysé les effets au niveau des exploitations, des familles et du village du programme CEF Procoton (Bénin). L'étude a porté sur : i) les connaissances enseignées par les participants aux non-participants ; ii) les effets du CEF sur la gestion au sein des foyers familiaux et sur les relations sociales dans les villages étudiés.

2. Méthode

L'étude a été effectuée dans 3 villages de la région de Djidja, où ont été formés 4 groupes de CEF. Des entretiens ont été effectués auprès de 30 participants, 5 formateurs paysans, 54 non-participants, des leaders locaux, et le staff du projet Procoton. L'analyse a été fondée sur deux grilles d'analyse.

La première concerne l'apprentissage rendu possible par le CEF. Cet apprentissage a été représenté comme un cycle entre des savoir-faire appris pour la gestion de l'exploitation et du foyer ; des changements de pratiques au niveau du foyer familial et de pratiques sociales ; des impacts au niveau de l'exploitation, du foyer, et des relations sociales au village ; et enfin des changements de valeurs et de cadre d'action (voir figure 1).

La deuxième grille d'analyse porte sur les relations entre participants et non-participants déclenchées par le CEF. Les participants peuvent discuter des savoirs appris durant les formations CEF avec les non-participants. Les non-participants peuvent aussi observer les changements de pratiques agricoles, de gestion du foyer familial ou de pratiques sociales, mis en œuvre par les participants.

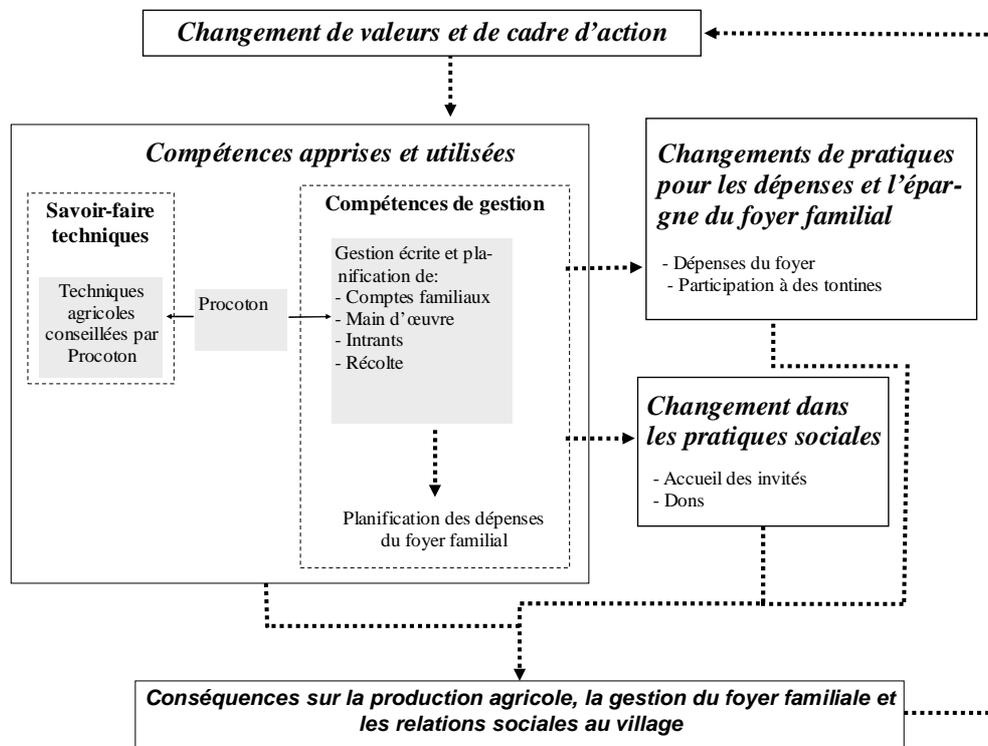


Figure 1. Le cycle d'apprentissage rendu possible par le CEF

3. Résultats

3.1. Savoir-faire et pratiques agricoles

Les participants ont appris de nombreux savoir-faire, à la fois techniques et de gestion (Voir Table 1). Les participants ont en particulier donné de l'importance à l'utilisation du cahier de comptes. Ils ont aussi appris certaines techniques agricoles, initialement diffusées lors du projet CEF Padse, et reprises par les superviseurs et les formateurs paysans du CEF Procoton. Quasiment tous participants utilisent aussi les autres cahiers enseignés par le CEF Protocon.

La plupart des non-participants ont évoqué des contraintes pour ne pas avoir joint le CEF au départ, telles que le manque de temps, ou le sentiment de n'être pas capable d'intégrer ce type de formation. Une minorité seulement a exprimé son manque d'intérêt. La majorité des non-participants interrogés ont développé des stratégies pour bénéficier des savoirs appris par les participants, que ce soit en communiquant directement avec eux ou par imitation, en particulier pour les pratiques agricoles.

Les non-participants interrogés peuvent être classés selon trois groupes, en fonction de l'intensité et la fréquence de leur communication avec les participants : ceux qui ont une communication fréquente et intense avec des participants autour du CEF, ceux qui ont une communication occasionnelle et moins intense, et ceux qui ne communiquent pas avec des participants au sujet du CEF. 80% des non-participants du premier groupe ont un participant dans leur foyer familial (le participant peut être ainsi un fils, un mari, une femme, un frère ou une sœur). La Table 1 montre que, selon les groupes, le niveau d'apprentissage des savoir-faire agricoles (techniques et de gestion) du CEF est très différent. Un cinquième des non-participants ayant une relation intense avec des participants arrivent à maîtriser des savoir-faire de gestion.

Table 1. Savoir-faire appris et pratiques modifiées, pour les participants et les non-participants

		Participants (%)	Non-participants avec une communication intense et fréquente avec des participants autour du CEF (%)	Non-participants communiquant de façon occasionnelle avec des participants autour du CEF (%)	Non-participants qui ne communiquent pas avec des participants autour du CEF (%)
Savoir-faire agricole	Utilisation des techniques agricoles pour le maïs enseignées dans le cadre du Procoton	83	41	44	25
Savoir-faire de gestion	Utilisation des cahiers de comptes	94	9	19	0
	Gestion écrite et planification des comptes familiaux	54	0	0	0
	Embauche de main d'œuvre en fonction des calendriers agricoles du CEF	34	18	0	0
	Planification de l'achat et du stockage des intrants	66	18	13	0
	Calcul des marges par culture	46	5	6	0
Pratiques du foyer familial	Achat limité aux choses que les agriculteurs considèrent comme nécessaires	80	14	19	0
	Inscription à des tontines	51	32	19	0
Pratiques sociales	Réduction des donations aux enterrements	71	27	19	6
	Réductions des dépenses pour accueillir les hôtes	63	14	19	0

3.2. Changements dans la gestion du foyer et dans les pratiques sociales

Les participants, en notant sur leurs cahiers de compte les dépenses journalières au niveau de l'exploitation comme du foyer familial, ont d'abord appris à maîtriser les dépenses du foyer. Les femmes participantes au CEF ont commencé à planifier l'utilisation des condiments pour la cuisine. Les participants mariés à des femmes non-participantes ont cherché à convaincre ces dernières

d'adopter de telles règles, souvent avec succès. Les femmes participantes sont devenues plus conscientes de leur capacité à être autonomes financièrement et à participer de façon active au financement et à la gestion du foyer.

De plus, les participants se sont rendu compte du coût de certaines dépenses sociales, traditionnellement faites, et les ont remises en question. L'usage des cahiers a accompagné un changement de valeurs, où les participants mettent en avant le bien-être de leur foyer familial, quitte à ce que cela soit au détriment des relations sociales au sein du village. Ces dépenses sont en particulier celles liées aux « sorties » régulières effectuées en groupe (buvette, courses au marché), aux donations pour les mariages et les enterrements, aux frais de réception des hôtes, et aux cérémonies Vodou. De plus, les participants ont commencé à mesurer et réduire la quantité de nourriture donnée aux villageois travaillant sur leurs champs. Ces changements n'étaient cependant que peu discutés au sein du village, et de nombreux non-participants ont évoqué leur incompréhension autant que leur désaccord face aux changements de pratiques des participants. Les superviseurs et les Agriculteurs Paysans n'appuyaient pas de façon explicite ces changements de pratique sociale durant les réunions du CEF, cependant, aussi bien durant ces réunions que durant les suivis individuels, ils incitaient les participants à être attentifs aux dépenses que ces derniers pouvaient considérer comme non-nécessaires. De plus, les participants disent ne plus effectuer des dépenses qu'ils n'auraient pas planifiées, ce que les non-participants ne comprennent pas forcément car ils n'ont pas toute la logique du raisonnement acquis par le participant.

4. Enseignements

Les processus d'apprentissage entre participants et non-participants ont été très différents. Les participants ont appris une théorie, qu'ils ont d'abord appliquée dans le domaine agricole, puis étendue à d'autres domaines. L'apprentissage des non-participants est très différent. Ces derniers ont d'abord observé les effets des changements de pratique des participants, ou bien, lorsqu'ils font partie du même foyer que le participant, ont participé à la mise en œuvre de ces changements. De nombreux non-participants ont cherché à les imiter les participants, mais sans avoir tout le raisonnement qui pousse les participants à changer et sans maîtriser les outils de gestion qui permettent de piloter de tels changements.

La circulation des savoir-faire de gestion du CEF de participants à non-participants est possible, mais, sur l'échantillon étudié, cela s'est produit pour un très faible nombre de ces derniers : lorsque ces derniers ont été accompagnés de façon très proche par un participant. Le principal frein est la complexité d'usage de ces cahiers, qui nécessitent une alphabétisation (même fonctionnelle), ce qui est une contrainte forte pour de nombreux villageois.

Les participants remettent en question des pratiques sociales traditionnelles. Les participants quittent des systèmes de solidarité entre foyers de niveaux de richesse différents, pour aller vers des systèmes plus centrés sur la famille « nucléaire » ou les proches, avec moins d'« obligations sociales ». Ces participants s'orientent vers d'autres formes d'action collective, telles que les tontines, qui les aident à épargner pour réaliser un futur investissement qu'ils ont planifié. Ceci leur permet d'aller vers plus d'autonomisation de leurs familles (moins de soudure, plus d'investissement possible) mais conduit aussi à une moindre répartition de ces richesses dans le village. Cette baisse des formes de solidarité, couplée à un processus d'accumulation du capital visible chez les participants, risque de mener à un agrandissement des disparités entre foyers de participants et foyers de non-participants. Les non-participants ont souvent souligné le besoin de mettre en discussion ces changements de pratique sociale, ce qui permettrait de définir ensemble, au niveau local, des façons de mettre en œuvre du CEF qui conserveraient certaines de ces pratiques sociales.

Evaluation des effets à long terme du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF). Cas des anciens adhérents du PADSE au Bénin

Arouna AMINOU, Judicael MOUTANGOU (IREEP)

1. Introduction

Dans les pays en développement, le conseil agricole est un élément déterminant pour améliorer les performances des exploitations agricoles et le bien être des ménages pauvres. En Afrique subsaharienne, le conseil agricole évolue fortement depuis les indépendances.

Plusieurs approches de conseil ont été proposées et mises en application dans divers pays le Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) qui vise à renforcer les capacités d'analyse et de planification des producteurs dans le but d'améliorer les résultats de leurs exploitations.

Au Bénin, le CEF a déjà duré environ 15 ans (1995 à 2010) avec trois différentes phases de mise en application. Ces différentes phases ont abouti dans le cadre du Programme d'Amélioration et de Diversification des Systèmes d'Exploitation (PADSE) à la standardisation de la méthode du CEF.

Cette étude rentre dans le cadre global des études d'impact en vue de justifier l'engagement et le soutien des partenaires techniques et financiers aux CEF comme un outil de conseil. Dans ce contexte, cette étude a analysé l'importance et la durabilité des effets du CEF sur les adhérents, leurs exploitations et leurs ménages. Cette étude a concerné les anciens adhérents du CEF au Bénin dans le cadre du projet PADSE dont la période de transition a pris fin en 2007. Au total, 254 adhérents ayant suivi les trois niveaux de formation du CEF, 72 non-adhérents, 21 paysans-animateurs et 10 conseillers ont été interviewés.

2. Principaux résultats

Depuis la fin de l'année 2007, il n'y a plus de réunions formelles dans le cadre du CEF.

Cependant, une grande partie (61%) des adhérents reconnaissent qu'ils se rencontrent entre adhérents mais pas pour discuter des outils et concepts du CEF. Par contre, seulement 26% et 36% des anciens adhérents enquêtés reconnaissent avoir eu des contacts avec le conseiller et le paysan-animateur entre 2008 et 2010. Mais contrairement aux échanges entre les adhérents pendant cette période, les rencontres entre les adhérents et les conseillers ou avec les paysans animateurs ont été des occasions pour discuter des outils et concepts du CEF.

Les résultats ont montré que la quasi-totalité des adhérents estiment avoir appris l'utilisation du journal de caisse et le cahier de la main-d'œuvre salariée au cours des formations du CEF.

Les outils qui ont fait l'objet d'un enseignement ont été utilisés différemment au cours du PADSE. Pendant cette période, les adhérents ont plus utilisé le journal de caisse qui leur permet de voir chaque jour leurs recettes et leurs dépenses. Par contre le plan de campagne qui permet de faire une prévision sur les activités de la campagne est moins utilisé.

Après le PADSE, le journal de caisse, le plan de campagne et le cahier de la main-d'œuvre salariée ont été les trois outils les plus fréquemment utilisés. Il est noté que les cahiers ne sont pas remplis suivants le modèle du CEF. Les adhérents reconnaissent avoir pris par ordre d'importance les outils suivants : les concepts de marge brute, de prix de revient et de compte d'exploitation au cours de leur formation. Cependant, le concept de prix de revient est celui que les adhérents ont plus utilisé eux mêmes dans leurs activités. En effet, 96% des enquêtés ont utilisé au moins une fois le concept de prix de revient dans leur activités et les concepts de marge brute et de compte d'exploitation n'ont été que utilisés au moins une fois que par 85% des adhérents. L'analyse de l'utilisation des concepts après le PADSE a montré que la proportion des enquêtés ayant calculé un ou des prix de revient de leurs activités a diminué progressivement pour passer de 80% en 2008 à 74% en 2010.

L'analyse comparative des représentations faites par l'adhérent avant et après les formations du CEF a montré que 45% adhérents pensaient que la réussite de leur activité ne dépend pas de leur volonté. Après l'adhésion au CEF, 75% d'entre eux estiment maintenant que la réussite de leur activité dépend

beaucoup de leur propre volonté. Les formations du CEF ont permis aux adhérents de savoir qu'une part importante de la réussite de leur activité leur incombe.

L'analyse des perceptions des adhérents sur les effets du CEF a montré que 94% des adhérents estiment que les marges brutes de leurs principales activités ont augmenté après l'utilisation des outils et concept. De plus, 97% parmi ces adhérents attribuent totalement ou partiellement l'augmentation des marges brutes aux formations du CEF. La quasi-totalité (98%) des adhérents estiment que les augmentations de marges brutes ont été maintenues après la fin de la période de transition en 2007.

Les résultats ont montré que 98% des adhérents estiment que leur revenu a augmenté après avoir suivi les formations du CEF et 97% des adhérents estiment que les augmentations de revenu observées après l'adhésion au CEF ont été maintenues après la fin de la période de transition en 2007. Les adhérents sont tous unanimes que l'augmentation de leur revenu est principalement liée aux actions du CEF. Il ressort donc que les formations du CEF ont permis aux adhérents d'augmenter leurs revenus via un accroissement des marges brutes qui sont aussi liés à une amélioration de la productivité. Cette augmentation a été maintenue même en période « hors projet ».

De façon similaire, les adhérents estiment également que le CEF a eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire des ménages des adhérents en améliorant la disponibilité du stock alimentaire en période de soudure. De plus, 21% des adhérents déclarent qu'ils ont réduit leurs dépenses sur les biens ménagers. La réduction des dépenses sur l'acquisition des biens ménagers et des dépenses sociales ont permis d'augmenter les investissements productifs et la sécurité alimentaire.

Environ 68% des enquêtés estiment que leurs dépenses de scolarisation des enfants ont augmenté après avoir suivi les formations du CEF et 85% de ces adhérents pensent que ces changements sont induits par le CEF. Ils sont tous unanimes que ces effets sont maintenus même après le projet en 2007. De plus, l'augmentation des dépenses de scolarisation des enfants ne semble être liée ni à une augmentation du revenu ni à une diminution des dépenses sociales mais semble plutôt en relation avec une diminution des dépenses pour l'acquisition des biens matériels.

Il faut noter que durant la période PADSE, certains adhérents ont eu des contacts avec des amis non-adhérents. Les informations reçues des non-adhérents avec qui les adhérents ont eu des échanges ont montré que le CEF a eu des effets sur les exploitations des non-adhérents même si ces effets semblent être moins importants que ceux obtenus au niveau des adhérents.

Il ressort donc de cette étude que les formations du CEF ont eu des effets sur : les changements de représentation et de prise de décision des adhérents ; le résultat des exploitations (rendements des principales cultures, marges brutes, etc.) ; et le bien-être des ménages (stock alimentaire en période de soudure, dépenses sur le capital humain et les dépenses sociales).

Diversité des représentations des conseillers et conséquences sur la mise en œuvre du conseil aux exploitations au Bénin

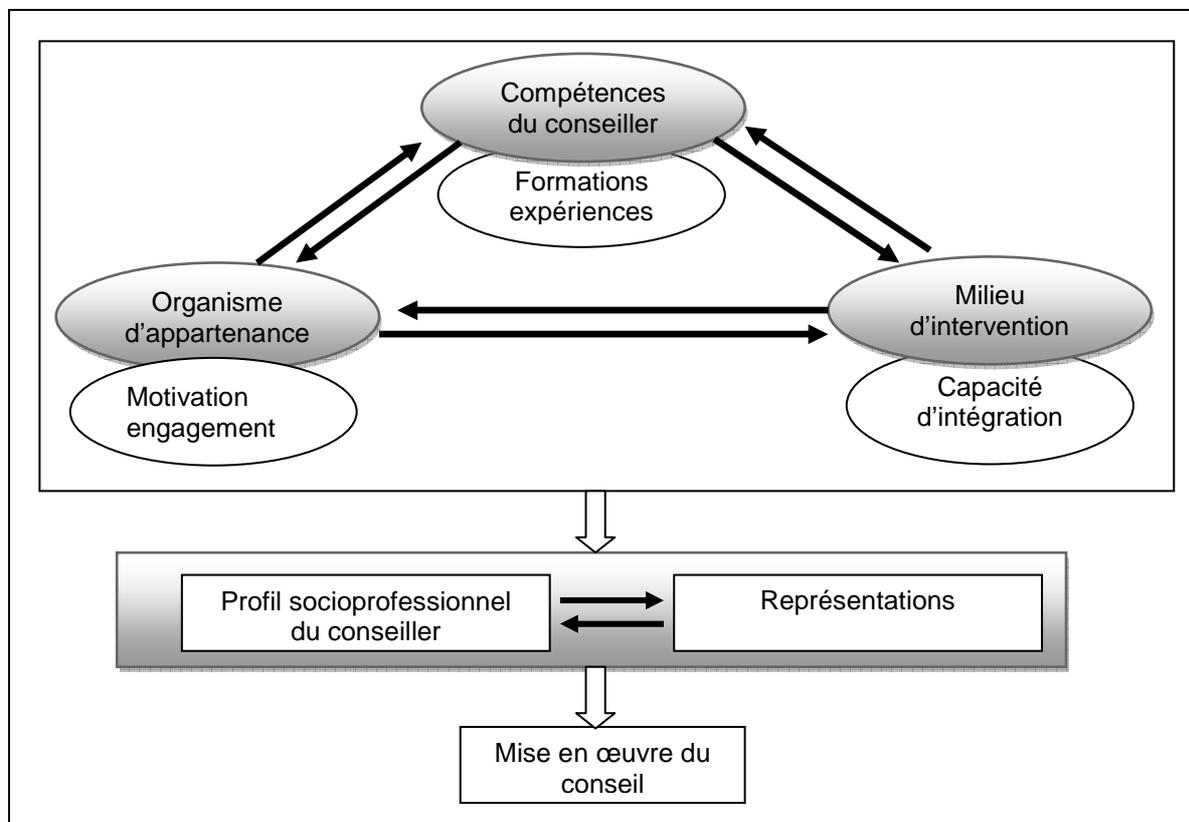
Fortuné AMONSOU-BIAOU, Ismail MOUMOUNI (Université de Parakou)

1. Introduction

Le développement du secteur agricole au Bénin est entravé par de nombreuses contraintes et de nombreux facteurs tels que : les politiques agricoles inappropriées, l'échec des interventions en milieu rural, les conditions climatiques capricieuses, les calamités naturelles, le manque d'outils agricoles adéquats... (Kouazoundé, 2006). Face à ces difficultés, l'Etat béninois à l'instar des autres pays africains a bénéficié du soutien de plusieurs institutions internationales dont, celui de l'Agence Française de Développement pour développer un appui conseil plus rapproché à travers le Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF).

Si le CEF doit devenir effectivement le moteur de la réflexion pour une refonte du dispositif d'appui aux producteurs (PAIMAF et MAEP, 2007) et que le rôle des conseillers est primordial dans sa mise en œuvre, la réussite du conseil dépendra alors en grande partie de leur profil c'est-à-dire l'ensemble de leur expérience préalable, de leur histoire en matière d'apprentissage, d'animation dans le domaine agricole et de leurs caractéristiques sociales. Nos actions sont pour la plupart dictées par notre sens de compréhension du sujet sur lequel nous réagissons (Lucot-Meunier, 2010). Ce travail est l'esquisse du processus d'analyse du profil des conseillers à l'exploitation familiale et leurs représentations du CEF afin d'apprécier leur rôle et leur influence dans les processus d'apprentissage. Deux perspectives ont été combinées pour élaborer un cadre d'analyse (Figure 1) : Une approche théorique du CEF, en étudiant la place des conseillers dans le dispositif du conseil et la théorie de la représentation.

Figure 1 : Modèle d'analyse de la variabilité du conseil agricole



2. Méthodologie

Pour la mise en œuvre du CEF, le Programme d'Appui aux Dynamiques Productives (PADYP) intervient dans ses zones à travers plusieurs organisations de producteurs (OP) et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG). Dans les régions de l'Ouémé-Plateau et du Mono-Couffo, le PADYP intervient à travers la Fédération des Unions des Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin) et ses Unions Régionales de Producteurs (URP). Seize (16) conseillers répartis en deux groupes de huit dans ces zones ont été enquêtés. Quatre conseillers ont été choisis au hasard dans chaque zone et six producteurs enquêtés par conseillers. La technique de collecte s'est focalisée autour des entretiens semi-structurés et structurés à l'aide de guide et de questionnaire de collecte. L'analyse de discours, la valorisation des données existantes et la statistique descriptive ont concouru à l'analyse de certaines données. Afin d'atteindre l'objectif de l'analyse de la diversité des représentations que les conseillers de la Fédération des Unions des producteurs du Bénin (FUPRO) ont de leurs rôles et d'apprécier son influence sur la mise en œuvre du conseil, les composantes du cadre d'analyse ont été fortement mis en interaction.

3. Résultats

3.1. Caractéristiques socioprofessionnelles des conseillers

Les conseillers CEF ont le même niveau de formation de base c'est-à-dire le Diplôme d'Etude d'Agriculture Tropicale (DEAT) sauf un seul qui est ingénieur agronome. Dès le début des activités, le PADYP a veillé à ce que les conseillers soient répartis dans les zones en fonction des ethnies. La typologie en matière de formation de base s'est basée sur le domaine de formation. Ainsi on distingue trois domaines de formation : formation en production végétale et animale, formation en foresterie, formation en gestion coopérative et autres (génie rural). Les conseillers formés en productions sont majoritaires et constituent 43,75% de l'ensemble soit 7 sur les 16 conseillers, viennent ensuite ceux qui sont formés en foresterie qui représentent 31,25% puis les conseillers ayant reçu une formation en gestion (gestion des coopératives) et en génie rural, 25% de l'effectif total (Tableau 1) . Tous les conseillers ont au moins une expérience préalable à ce poste avec le PADYP, mais ces expériences sont très variables : d'une trajectoire de producteur agricole devenu animateur paysan puis conseiller, à un ingénieur agronome ayant 16 ans d'expérience dont 10 ans dans le CEF, à un conseiller ayant travaillé un an avant d'être intégré dans le PADYP.

Tableau 1 : Domaines de formation des conseillers

Domaine de formation	Proportions
Production animale et végétale	43,75%
Formation en foresterie	31,25%
Formation en gestion et autre	25%

Tableau 2 : Expériences en animation et en CEF des conseillers

Expériences professionnelles	Proportion	
	≤ 3ans	>3ans
Années d'expérience en d'animation	62,5%	37,5%
Années d'expérience en CEF	75%	25%

Sources : Données d'enquêtes CEF, 2011

3.2. Une différence des niveaux d'intégration dans le milieu et de dévouement

Presque la moitié des conseillers (43,75%) sont restés sur le nombre contractuel de GFC à mettre en place qui est de neuf. 31,25% sont restés en dessous du nombre contractuel et 25% sont allés au-delà du nombre contractuel de GFC. Mais par rapport à l'effectif des adhérents, presque tous les conseillers sont au dessus du nombre contractuel qui est de 240. Bien que l'effectif contractuel des adhérents soit atteint par la majorité des conseillers, l'évolution de cet effectif en termes de variation tend à une diminution pour environ 50% d'entre eux. La capacité d'intégration du conseiller est liée sa force de mobilisation des adhérents et à leur maintien dans le temps dans le processus CEF. Propos d'un conseiller « le conseiller CEF doit avoir l'art de convaincre et d'intéresser ses interlocuteurs et, cet art s'apprend, il faut aller à son école... ».

Les difficultés de mise en œuvre du CEF sont regroupées en trois grandes catégories : difficultés méthodologiques, difficultés liées au groupe cible et difficultés à répondre aux problèmes techniques. Tandis que certains conseillers évoquent seulement les difficultés techniques de base, ou celles méthodologiques, pour d'autres on retrouve toutes les catégories. Face à ces difficultés, différentes stratégies ont été développées par les conseillers. Certains investissent leurs fonds propres pour répondre à certains besoins des producteurs, d'autres mettent en place des outils nouveaux d'enseignement (outil Kassa) tandis que d'autres pensent qu'il faut faire avec les moyens du PADYP.

3.3. Une vision diversifiée de l'exploitation familiale

En rapport avec les différentes déclarations des conseillers sur l'exploitation familiale, trois catégories d'approches sont constituées : i) 6,25% des conseillers pensent que dans une exploitation familiale on a une diversification des activités de production et que, l'objectif premier de la production est l'orientation vers le marché, puis ensuite la couverture des besoins de la famille (appui axé sur l'encadrement technique) ; ii) pour 50% des conseillers c'est une entreprise dans laquelle l'utilisation de la main d'œuvre familiale est encouragée de façon efficiente en minimisant la main d'œuvre salariée. Il y a diversification des pôles de décisions au sein de la famille donc, importance des relations familiales. Le but de produire va au-delà de la couverture des besoins de la famille pour une orientation vers le marché mais les besoins de la famille restent prioritaires. Ces conseillers ont une vision de l'exploitation familiale qui va au-delà de la production ; iii) pour 43,75% pas grande différence entre agriculture familiale et exploitation familiale sauf que dans l'exploitation familiale les besoins de la famille doivent nécessairement être couverts, le pouvoir de décision revient toujours à une seule personne qui est le chef d'exploitation.

3.4. Des visions différentes de leur rôle : vers une typologie des conseillers CEF

Les conseillers diffèrent dans la manière de définir leur rôle de conseiller et parfois dans les compétences associées à ces rôles. En fonction de leurs représentations des exploitations agricoles et des principales activités qu'ils mènent pour les soutenir nous avons identifié trois types de profils de conseillers (Tableau 3).

Tableau 3 : Différentes perceptions du rôle de conseiller CEF

Typologie	Caractéristiques
Conseiller top down/extension (37,5%)	<ul style="list-style-type: none">- diagnostiquer les problèmes des exploitations- former et accompagner les GFC sur les outils de gestion et les aspects techniques- former et accompagner les GFC sur les outils de gestion et les aspects techniques, recycler et former les AR
Conseiller gestionnaire/aide à la décision (37,5%)	<ul style="list-style-type: none">- aider au processus d'identification des problèmes et à la recherche de solutions- Formation plus managériales (gestion) qu'agricoles- apprécie la situation de l'exploitation avec le producteur- Plus d'accompagnement
Conseiller intermédiation/facilitation (25%)	<ul style="list-style-type: none">- prise en compte accès aux marchés, intrants et autres ressources- connecter les producteurs à l'extérieur (projets, ONG...)- Bonne capacité d'écoute, de communication et d'animation- Posture de confident

Avec ces profils, on peut voir que le passage de la vulgarisation agricole au conseil à l'exploitation agricole familiale ne nécessite pas seulement un changement de champ d'action (du champ technique à celui de la gestion), d'approche (du directif au participatif) et d'objets (des techniques agricoles aux techniques de gestion), mais qu'il implique également l'adoption d'une posture suffisamment réflexive, du conseiller et des producteurs (Moumouni et al. 2011). Dans cette optique, il paraît important de soutenir cette dynamique réflexive au travers du développement ou du renforcement d'une capacité d'adaptation de ces conseillers (Djamen, Havard 2010).

Les représentations des conseillers sont en constante reconstruction, donc peuvent encore évoluer avec le temps chez un même conseiller. Les conseillers les plus expérimentés ont tendance à avoir des représentations assez différentes des autres, considérant le conseil beaucoup comme un appui technique ou un appui à la gestion de l'exploitation, mais comme un service prenant aussi en compte l'intermédiation. Toutefois, les groupes de conseillers ne sont pas homogènes concernant les compétences sociales. Les conseillers créatifs, innovateurs, engagés ou motivés se retrouvent dans presque tous les groupes.

Conclusion

Les conseillers du premier profil vont pour certains associer la nécessité d'un esprit de « sacrifice », alors que les conseillers des deux autres profils vont plutôt insister sur les qualités d'écoute, de communication, d'animation. A cela s'ajoute pour les conseillers facilitateurs, la nécessité d'une posture de « confident » ainsi que l'établissement de relations de confiance mutuelle. Avec l'expérience les conseillers prennent conscience de la nécessité de certaines compétences « réflexives », ou de la posture qu'il faut avoir au niveau social et comportemental, au delà des connaissances et de la maîtrise des outils.

Profils socioprofessionnels, représentations des animateurs-paysans et mise en œuvre du conseil à l'exploitation agricole familiale au Bénin : Cas de la FUPRO/PADYP

Mori GOUROUBERA, Ismail MOUMOUNI (Université de Parakou)

1. Introduction

L'objectif du conseil à l'exploitation familiale est d'amener le chef d'exploitation à anticiper, à prévoir, à planifier, à mettre en œuvre ce qu'il a programmé et enfin, à évaluer les résultats obtenus et en tenir compte pour orienter ses décisions futures. L'approche descendante du conseil agricole utilisée par le passé est inopérante pour relever ce défi (Davis, 2008 ; Wallace, 1997). Sans s'opposer aux différentes modalités de transfert de technologies à travers la «vulgarisation classique», rendues souvent nécessaires face à l'évolution rapide de l'environnement de la production (raréfaction des terres, augmentation des intrants par exemple) le CEF est plutôt complémentaire. En effet, le CEF permet de renforcer la capacité du producteur à maîtriser le fonctionnement de son exploitation, à améliorer ses pratiques en combinant innovations paysannes et innovations extérieures, à prendre de meilleures décisions pour atteindre les objectifs qu'il se fixe avec sa famille. De ce fait, les paysans devraient se prendre davantage en charge, pour passer de l'attentisme à une position de demandeurs cernant ses besoins en matière d'appui-conseil.

Bien que le CEF soit une opportunité à saisir par les exploitants agricoles, sa mise en œuvre pose aux acteurs le problème fondamental de la stratégie, des moyens et plus particulièrement des compétences à mobiliser pour évoluer d'un système fortement orienté vers la prescription à un autre dont les principes sont l'écoute, la réflexion stratégique et la construction participative des solutions dans un processus d'apprentissage plus ou moins long (Djamen et al., 2003 ; Faure et Kleene, 2004). Les ONG et organisations de producteurs mettant en œuvre le CEF sur le terrain positionnent généralement un conseiller agricole par commune. Le conseiller, pour améliorer le taux de couverture de ses activités, s'appuie sur des paysans animateurs (PA) encore appelés animateurs-relais. Ces PA jouent un rôle important dans le dispositif de CEF. Tout comme les autres acteurs intervenant dans le CEF, le profil des PA, leurs caractéristiques, la représentation qu'ils ont de leur rôle peuvent avoir une influence sur le conseil mis en œuvre, son orientation, son efficacité.

La présente étude se propose d'analyser les relations entre les profils socioprofessionnels, représentations des animateurs-paysans et la mise en œuvre du CEF en se basant sur les PA de la Fédération des Unions des Producteurs (FUPRO) dans le sud du Bénin. Les URP (délégations régionales de la FUPRO) mettent en œuvre directement le CEF dans les départements de l'Ouémé-Plateau et du Mono-Couffo dans le cadre du Projet d'Appui aux Dynamiques Productives (PADYP) financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Une étude complémentaire a été menée dans les départements du Mono/Couffo, Ouémé/Plateau portant sur les conseillers CEF et les responsables de la FUPRO travaillant dans le cadre du PADYP. La présente étude est allée au-delà de ces acteurs déjà pris en compte en intégrant les animateurs-paysans, leur rôle et leur influence, dans les analyses.

2. Objectifs

L'objectif global de cette recherche est de caractériser les profils des paysans animateurs CEF du PADYP et d'identifier les facteurs influençant la mise en œuvre du conseil. De façon spécifique, il s'agira de :

- Déterminer les caractéristiques des producteurs jouant le rôle de PA
- Identifier les types de PA en fonction des représentations qu'ils ont de leur rôle dans le dispositif de conseil
- Analyser la mise en œuvre du conseil selon les types de PA
- Analyser les appréciations des producteurs bénéficiaires sur les prestations de chaque type de PA

3. Méthodologie

3.1. Echantillonnage

Un dispositif quantitatif de recherche couvrant 9 communes des départements de Mono-Couffo et Ouémé-Plateau au Sud Bénin a été développé. Il a permis d'enquêter 82 PA sur les 112 de la zone d'études de même les 12 conseillers avec qui ils travaillent. La collecte des données a duré environ deux mois. A ceux-ci se sont ajoutés les paysans adhérents et les non adhérents constitués en focus groupe de 5-25 selon leur disponibilité.

Tableau 1 : Unités d'observation

Départements	Communes	Nombre de conseillers	Nombre de PA	Pourcentage de PA	Nombre de producteurs
Ouémé	Misséréké	01	07	41,5	12
	Bonou	02	14		21
	Dangbo	01	07		09
	Adjohoun	01	06		18
Plateau	Sakété	01	07	08,5	16
Couffo	Dogbo	01	07	17,1	11
	Lalo	01	07		05
Mono	Comé	02	13	32,9	25
	Grand-popo	02	14		12
Total	9 Communes	12 Conseillers	82 PA	100	129

3.2. Collecte des données

Les entretiens semi-structurés, non structurés, de groupes et les observations sont les principaux outils utilisés pour la collecte des données. Les entretiens semi-structurés conduits auprès des PA ont été réalisés à l'aide d'un guide d'entretien contenant les principaux thèmes à aborder (profils des PA ; les approches, démarches, outils et méthodes de mise en œuvre du CEF ; les modalités de mise en œuvre...). Pour nos différents entretiens avec les PA, nous contactons les conseillers qui nous mettent en relation avec ces derniers. Les entretiens non structurés ont été réalisés avec les conseillers et les producteurs à l'aide d'un guide d'entretien contenant les principaux thèmes (rôle du PA, leurs attentes du PA, suggestions pour l'amélioration de l'intervention des PA...). Les producteurs encadrés par chacun des Conseillers/PA sont constitués en focus groupe de 5-25 selon leur disponibilité afin de réaliser les entretiens. Quant aux observations, elles nous ont permis de mieux connaître l'interaction existante entre les producteurs et les conseillers, leurs besoins etc.

3.3. Analyse des données

Nous avons utilisé la statistique descriptive (tableau, pourcentage, etc.) pour analyser les caractéristiques socio-économiques des PA. L'analyse factorielle nous a permis de regrouper les PA par profil (profilage). Le V de Cramers a été utilisé pour explorer les facteurs qui déterminent ce profilage. Le test de Kruskal Wallis a permis de comparer les perceptions des producteurs sur les prestations (performance globale, compétence et engagement) des PA.

4. Résultats

4.1. Caractéristiques socio-économiques des PA

La plupart des PA sont des hommes (92,7%), natifs de leur milieu d'intervention (92%), ayant une éducation de niveau secondaire (78%), parlant tous très bien la langue du milieu d'intervention. Ils sont aussi en général des leaders paysans ou villageois (76%) pratiquant l'agriculture comme activité principale (90,2%). 82,9 des

Tableau 2 : Caractéristiques socio-économiques des PA

Critères	Modalités	Fréquences	Pourcentage
Sexe	Homme	76	92.7
	Femme	06	07.3
Origine	Autochtone	76	92.7
	Allochtone	06	07.3
Education	Ecole primaire	18	22.0
	Ecole secondaire	64	78.0
Connaissance de la langue locale	Oui	82	100.0
	Non	00	00.0
Leader paysan ou villageois	Oui	63	76.8
	Non	19	23.2
Activité principale	Agriculture	74	90.2
	Autres activités	26	09.8
Expérience passée du CEF	Oui	14	17,1
	Non	68	82,9

4.2. Typologie des AP

Le deuxième facteur généré par l'analyse factorielle semble représenter l'axe participation vs top-down. Cet axe est construit par les variables liées aux représentations des conseillers sur l'approche, la démarche et les principes du CEF. En fonction du regroupement des variables, trois groupes de producteurs se dégagent :

- Groupe directif: AP plus directif caractérisés ayant des représentations instrumentales de l'approche et de la démarche CEF, des principes de mise en œuvre du CEF basés sur des considérations mécaniques (régularité dans le suivi). Ils ont une motivation plutôt extrinsèque basée sur des intérêts financiers et stratégiques (positionnement stratégique pour captage de ressources financières et matérielles). Ils ont tendance à exercer sur les groupes de producteurs un leadership autocrate.
- Groupe participatif: AP plus participatif caractérisés par leurs représentations de l'approche et de la démarche CEF tendant allant dans le sens de la participation, des principes de mise en œuvre du CEF et une motivation intrinsèque reposant des considérations sociales (respect et compréhension mutuels, sincérité, confidentialité entre AP et producteurs). Ces AP semblent aussi avoir des rencontres plus fréquentes avec le conseiller principal
- Groupe hybride: AP se trouvant dans une logique intermédiaire car ayant des conceptions (représentations de CEF participatif, démarche directive de mise en œuvre du CEF, style autocrate) et principes (régularité de suivi, confidentialité et confiance mutuelle) hybrides. Ce groupe d'AP est plus proche du groupe directif que participatif.

4.3. Déterminants du profilage

Le nombre d'années d'expérience dans le CEF (V de Cramer = 0.23), le niveau d'instruction de l'AP (V = 0.15), le fait d'être leader d'OP (0.21) et le sexe (0.22) semblent ne pas influencer de façon importante la répartition des AP au sein des trois groupes. Par contre, les AP d'un même conseiller ont tendance à se retrouver dans le même groupe. Les conseillers semblent donc transmettre leurs propres représentations aux AP qui travaillent avec eux.

4.4. Que pensent les paysans des AP des 3 groupes?

L'analyse des perceptions des producteurs sur les animateurs paysans a porté sur (i) leur performance globale i.e. le résultat de leurs prestations, leur engagement i.e. leur dévouement ou ardeur au travail, et leur compétence i.e. leur maîtrise technique des approches et outils du CEF. Les producteurs apprécient plus la performance globale des AP du groupe hybride que celle du groupe participatif, et plus celle des AP du groupe participatif que du groupe directif ($Ch2$ = 4.98, p = 0.08). Les AP du groupe directif sont jugés moins compétents que ceux du groupe participatif. Les AP du groupe hybride sont perçus comme plus engagés ($Ch2$ = 5.29, p = 0.07) et plus compétent ($Ch2$ = 6.65, p = 0.04) que les autres.

Les AP du deuxième groupe semblent être de nature pragmatique, prêt à faire usage de divers outils, participatif ou directif, en fonction des situations pour répondre au besoin des producteurs. Il semble donc y avoir un décalage entre les représentations théoriques des chercheurs (nécessité et promotion d'approches participatives,), l'appropriation de ces approches par les conseillers et paysans animateurs, et les appréciations des producteurs.

5. Conclusion

Les AP du deuxième groupe semblent être de nature pragmatique, prêt à faire usage de divers outils en fonction des situations pour répondre au besoin des producteurs. Les représentations théoriques des chercheurs (nécessité des approches participatives,) semblent ne pas toujours correspondre aux appréciations des producteurs. Il serait intéressant de voir si ce profil des AP est dynamique et évolue dans le temps, en fonction de l'expérience. En outre, les conseillers semblent transmettre leurs propres représentations aux AP qui travaillent avec eux. Améliorer la capacité des conseillers, élargir leur vision du conseil et des opportunités qu'ils peuvent donner à leurs adhérents pourrait permettre d'améliorer la qualité des AP et du conseil.

Types d'organisation et mise en œuvre du conseil à l'exploitation agricole familiale au Bénin

Xavier B. MOUZOUN, Ismail MOUMOUNI (Université de Parakou)

1. Introduction

Les insuffisances majeures constatées au lendemain de la mise en œuvre des anciennes approches de vulgarisation notamment du Système Formation et Visites (SFV) n'ont pas été digérées par les acteurs de développement rural. Il était principalement reproché à cette approche qu'elle soit directive (Moumouni et al., 2011), très technique et ne permettant pas facilement une vision globale des exploitations et de leurs familles (MAEP, 2007). Conscients de ces insuffisances, l'approche de Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) autrefois connue dans les années 1990 sous le nom du conseil de gestion a été introduite en Afrique au Sud du Sahara précisément au Bénin pour mieux prendre en compte et de façon globale les besoins des exploitants et de leurs familles.

Aujourd'hui, le CEF s'est démultiplié et s'est installé dans tous les pays du centre et de l'ouest de l'Afrique francophone. Le Bénin, en matière de mise en œuvre du CEF se trouve aujourd'hui dans une dynamique de pluralité d'acteurs regroupant différents types d'organisation à savoir : les ONG, les structures publiques, les organisations paysannes etc. Pour une harmonisation des stratégies de mise en œuvre du CEF, le Bénin à travers le MAEP, suite à l'atelier de Bohicon, a élaboré le livre blanc et la Stratégie Nationale de mise en œuvre du Conseil Agricole (SNCA, 2008) qui constituent des plates formes nationales consensuelles sur le CEF de toutes les catégories d'acteurs du monde rural. Ces documents servent également de socles stratégiques et méthodologiques pour l'élaboration des politiques nationales en matière de conseil aux producteurs.

La mise en œuvre du CEF a été objet de débats nationaux et internationaux. Mais, force est de constater que la plupart des travaux de recherche consacrés à cette mise en œuvre n'ont pas abordés l'influence des types d'organisation sur la mise en œuvre de cette approche. Il apparaît important de prendre en compte cet aspect puisque ces organisations n'ont pas les mêmes objectifs et ne fonctionnent pas de la même manière. Elles n'ont pas non plus les mêmes bailleurs de fonds et publics cibles. D'où la nécessité d'étudier le fonctionnement et l'environnement des organisations afin de déceler les variations éventuelles qu'on pourrait observer dans la mise en œuvre. Ce rapport a pour objectif de présenter les principaux résultats obtenus lors d'une étude sur l'influence des types d'organisation sur la mise en œuvre du CEF au Bénin.

2. Objectifs

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'influence du type d'organisation (ONG, OP, structures publiques...) sur la mise en œuvre du conseil aux exploitations familiales au Bénin. De façon spécifique, il s'agissait de :

- Analyser les relations entre les types d'organisation, les sources de financement et les modes de fonctionnement (modalités de mise en œuvre ou stratégies de mise en œuvre) des organisations de conseil
- Analyser les relations entre les types d'organisation, les sources de financement et les mécanismes de gouvernance des organisations (programmation, suivi-évaluation) de conseil
- Les approches du CEF par les organisations sont-elles fonction des types d'organisation ?

3. Principaux résultats

3.1. Organisations impliquées dans la mise en œuvre du CEF au Bénin.

Une douzaine d'organisations appartenant à trois types d'organisation interviennent dans la mise en œuvre du CEF au Bénin. Le tableau 1 présente la chaîne des acteurs impliqués.

Tableau 1 : Chaînes des opérateurs impliqués dans la mise en œuvre

Bailleurs	Projets / Institutions	Opérateurs ou organisations	Types
MAEP (Bénin)	DICAF	CeCPA	Public
AFD (France)	PADYP	CADG (Parakou)	ONG
		FUPRO (Bohicon)	OP
		GERME (Allada)	ONG
		GRAPAD	ONG
		MRJC (Comé)	ONG
AIC-Gouvernement (Bénin)	PARFCB	CADG (Parakou)	ONG
		CRED (Abomey-Calavi, Parakou)	ONG
		GERDA (Natitingou)	ONG
SNV/ FUPRO (Pays-Bas)	PROCOTON	GERED (Parakou)	ONG
		IAMD (Allada)	ONG
DDC (Suisse)	ASPAP	LARES (Cotonou, Parakou)	ONG
CTB (Belgique)	FAFA	URP-MC/ AD	ONG

Source : Moumouni et Idrissou, 2011

3.2. Stratégies de mise en œuvre du CEF plus influencées par les bailleurs, la SNCA et le livre blanc que par les types d'organisation

L'analyse comparative des indicateurs composant les stratégies des organisations de conseil à savoir : Diagnostics, groupes cibles, outils de mise en œuvre, rôles des acteurs et principes montre qu'au niveau :

Conduite des diagnostics : Seuls la CADG, la FUPRO et le CeCPA réalisent des diagnostics proprement dits avant la mise en œuvre des activités sur le terrain. Pour justifier le fait que le LARES et le GERED insistent peu sur la conduite des diagnostics, les responsables du LARES évoquent que les problèmes des agriculteurs sont connus au Bénin même en Afrique de l'Ouest. Pour les responsables du GERED, c'est le bailleur qui a déterminé les zones d'intervention et c'est lui qui a constaté des insuffisances au niveau des producteurs et qui a sollicité leurs expertises. Dans ces cas, l'on se demande si ce n'est pas du conseil prescriptif que ces organisations mettent en œuvre. Ce même constat a été fait par Djamen et al. (2011) qui ont remarqué que pour justifier l'absence d'une démarche systémique c'est-à-dire sans la participation des producteurs dans la conduite des diagnostics dans les exploitations cotonnières du Cameroun, les chefs de zone de la Société de Développement du Coton (SODECOTON) évoquent une bonne « connaissance » des problèmes des producteurs et l'insuffisance du temps pour approfondir la question. En somme la CADG et la FUPRO financées par un même bailleur réalisent des diagnostics. Bien que le LARES et le GERED soient des ONG, ils insistent peu sur la conduite des diagnostics. Nous pouvons donc dire que la conduite des diagnostics est plus influencée par les bailleurs que par les types d'organisation.

Groupes cibles : On constate que les organisations quelque soit leur type d'appartenance, visent des producteurs alphabétisés. Et ceci est une recommandation du livre blanc. Mais néanmoins, au niveau de la CADG (ONG) et de la FUPRO (OP), financées par l'AFD, et du GERED l'adhésion est ouverte à tous producteurs qu'ils soient alphabétisés ou non. Ce sont ces trois organisations qui prônent le couplage CEF- alphabétisation. Cette particularité est une demande des bailleurs.

Outils : La plupart des outils de mise en œuvre du CEF sont définis par la SNCA et proposés aux bénéficiaires. Ces outils peuvent ne pas répondre efficacement aux besoins des producteurs. Les mêmes résultats ont été obtenus par Moumouni et al. (2011) qui ont remarqué que le CEF ne valorise suffisamment pas les logiques, connaissances et pratiques endogènes en management.

Rôles des intervenants : Toujours par rapport aux stratégies, nous nous sommes intéressés aux rôles joués par les conseillers, animateurs locaux et superviseurs dans la mise en œuvre. Nous avons constaté que les rôles joués par les conseillers varient suivant les sources de financement et même au sein des organisations de même type. Quant aux animateurs locaux, ils ont des rôles presque

similaires sauf quelques particularités observées qui sont fonction des sources de financement. Seul le GERED emploie des superviseurs qui jouent le rôle de suppléant du conseiller.

Principes : Six principes définis par la SNCA sont supposés être respectés par les organisations dans la mise en œuvre du CEF. Il s'agit du principe de contractualisation, de subsidiarité, de complémentarité, de confiance réciproque, d'adhésion libre et volontaire et du cofinancement. Deux de ces principes ne sont bien respectés par les organisations. Il s'agit du principe de contractualisation et de cofinancement. Le principe de contractualisation n'est pas respecté car dans les contrats signés avec les producteurs nulle part, il n'est écrit que les producteurs apprécient la qualité des services qui leur sont rendus par l'octroi d'un chèque de « bon à payer ». Le principe de cofinancement n'est pas respecté car la participation des bénéficiaires se fait uniquement par l'achat de leurs matériels de travail. Ces différents résultats corroborent ceux obtenus par Moumouni et al. (2011) qui soulignent d'une part que les conditions ne sont pas encore réunies au Bénin pour le respect du principe de contractualisation tel que énuméré dans le livre blanc et d'autre part que la participation des bénéficiaires au financement du CEF se fait à petite échelle car limitée à l'achat des matériels de travail. Une solution proposée qui a fait ses preuves au Burkina-Faso et au Nord du Cameroun est l'ancrage du CEF au sein de filières organisées avec des opérateurs installés dans la durée et des interprofessions (Havard et al., 2006). Cet ancrage est propice au prélèvement de certains montants lors de la vente des produits qui représentera la participation financière des producteurs au CEF. Les stratégies de mise en œuvre du conseil par les organisations ne sont pas influencées par leur type mais sont influencées la SNCA et plus par les sources de financement.

3.3. La mise en œuvre du CEF à travers différents dispositifs sur un même territoire

Des dispositifs de mise en œuvre repartis en trois classes ont été observés. Il s'agit :

- Première classe : Un dispositif qui accorde plus de responsabilités aux acteurs locaux à savoir : animateurs paysans et superviseurs et qui implique fortement l'Union Communale des Producteurs (UCP). Ce type de dispositif vise le renforcement des capacités et le transfert des processus d'apprentissage du CEF aux producteurs par le biais des animateurs paysans et superviseurs. Seul le GERED appartient à cette classe.
- Deuxième classe : Un dispositif localement organisé en terme de constitution des groupes d'apprentissages afin d'adapter le CEF aux contextes des producteurs, qui privilégie les groupements conseillers comme références et qui impliquent fortement l'Union communale des Producteurs (UCP). Ce type de dispositif vise le renforcement des capacités et le transfert progressif des processus d'apprentissage du CEF aux producteurs tout en privilégiant les groupements gérés par les conseillers comme référence aux animateurs relais. La CADG et la FUPRO appartiennent à ce groupe.
- Troisième classe : Un dispositif impliquant peu l'Union Communale des Producteurs (UCP) qui évite la désinformation du contenu des formations en privilégiant la formation des producteurs et animateurs par les conseillers et le renforcement des capacités des producteurs sur d'autres plans à travers la mise en relation. Le CeCPA et le LARES appartiennent à ce groupe.

En conclusion, la CADG (ONG) et la FUPRO (OP), financées par l'AFD appartiennent à la même classe 2. Le GERED (ONG) financé par la SVN/FUPRO appartient à la classe 1. Le LARES bien qu'étant ONG et financé par la DDC appartient à la même classe que le CeCPA qui est une structure public financé par l'Etat. Les dispositifs mis en place par les organisations sont influencées par les sources de financement et non par leur type.

3.4. La marginalisation des producteurs dans les mécanismes de gouvernance des dispositifs du CEF

- **Programmation des activités du CEF** : il ressort que les bailleurs et les responsables des organisations sont les principaux acteurs de la programmation des activités car les programmations établies par responsables sont envoyées aux bailleurs qui procèdent soit à sa validation ou la suppression ou l'insertion de certaines activités avant exécution de toutes activités de terrain. Ensuite, viennent les conseillers et les animateurs locaux qui sont moyennement impliqués. Et enfin les producteurs dont les doléances sont souvent pris en

compte par les animateurs locaux. En somme, les processus de programmation ne sont pas influencés par les producteurs mais par les bailleurs que les types d'organisation

- **Suivi-évaluation des activités et des acteurs:** Le suivi et l'évaluation des activités et du personnel se font à travers l'établissement des rapports ou compte rendus. Des rapports d'activités ou comptes rendus sont élaborés par différentes catégories d'acteurs : les responsables des organisations, les conseillers et les animateurs locaux. Les responsables sont suivis et évalués par les bailleurs et le conseil d'administration tous les trois mois. Alors que les conseillers sont suivis et évalués par les responsables tous les mois sauf au niveau du LARES ou le conseiller produit des rapports bimensuels. Quant aux animateurs locaux, ils font des comptes rendus mensuels aux conseillers dans le cas de certaines organisations soit aux UCP dans d'autres cas. Les producteurs quant à eux, ne sont pas associés au suivi-évaluation des activités. Cela pourrait s'expliquer par le fait aucun mécanisme opérationnel n'a été prévu à cet effet à une échelle nationale comme constaté par Faure et al. (2011).

3.5. Les approches du CEF aussi variées au sein des organisations de même type

Les approches du CEF par les organisations qui diffèrent selon le portefeuille thématique, fonction sociale, adaptation des besoins, démarches envisagées et importance accordée à l'alphabétisation :

- **Thématiques abordées :** Toutes les organisations abordent des thématiques liées à la gestion et à la comptabilité de l'exploitation. Le CeCPA, la FUPRO et la CADG traitent en plus des thématiques techniques liées à la production. En plus, la FUPRO mentionne clairement son intérêt pour les questions de marché. Elle a donc un portefeuille thématique plus varié.
- **Fonctions sociales du CEF :** Le GERED, le LARES et la FUPRO (OP) entendent promouvoir la solidarité au sein des producteurs. La mise en œuvre de cette valeur serait à l'origine de l'organisation des adhérents autour du financement de leurs activités sous forme de microcrédit à travers leurs propres cotisations.
- **Importance accordée à l'alphabétisation :** Seules deux organisations, le GERED et la FUPRO, mentionnent clairement l'alphabétisation comme une formation devant accompagner le CEF. Ces deux organisations prônent pour le couplage CEF-alphabétisation.
- **Adaptation du CEF aux différents besoins des producteurs :** Au niveau de la FUPRO et la CADG les thèmes techniques sont choisis par les adhérents eux-mêmes. Ces thèmes diffèrent donc suivant les zones d'intervention et d'un Groupe Focal de Conseil (GFC) à un autre.
- **Démarches envisagées :** Trois organisations présentent en filigrane la démarche de conseil à suivre. Le LARES a tenté une vulgarisation du CEF à travers les ondes radiophoniques et l'invitation de ses adhérents à former gratuitement les producteurs des autres arrondissements de N'dali non couverts par le LARES. La FUPRO, elle a par exemple promu des microprojets comme la mise sur pieds de petites exploitations avicoles pour chaque adhérent. Au niveau du CeCPA, les producteurs sont mis en relation avec des spécialistes du CeCPA de divers domaines pour les accompagnements techniques.

4. Conclusion

Cette étude qui récapitule et analyse au Bénin les stratégies de mise en œuvre, les mécanismes de gouvernance et les différentes approches du CEF par les organisations de conseil a permis de rendre compte que la mise en œuvre du CEF au Bénin est beaucoup sujette à l'influence des bailleurs que des types d'organisation. En outre, les questions de financement du CEF par les bénéficiaires et leur véritable implication dans les dispositifs de conseil demeurent des actualités dans les exploitations et qui suscitent des doutes quant à la pérennisation du CEF après le départ des organisations de conseil. Cette étude intervient au moment opportun comme un précurseur pour les acteurs de développement rural à savoir : les chercheurs scientifiques, les concepteurs du « livre blanc » et de la « Stratégie Nationale de mise en œuvre du Conseil Agricole », l'Etat, les responsables des organisations de conseil, les conseillers, les animateurs locaux et les producteurs à l'éclosion de nouveaux débats ou ateliers sur la mise en œuvre du CEF afin de situer le rôle de chacun des acteurs dans la mise en œuvre du CEF et faire profiter véritablement le CEF aux bénéficiaires.